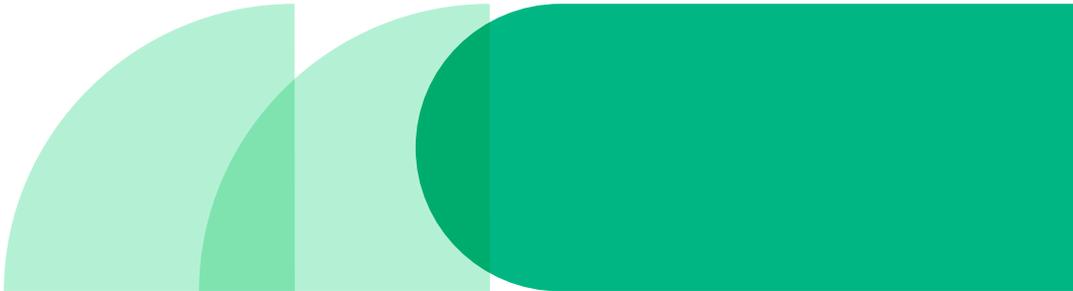




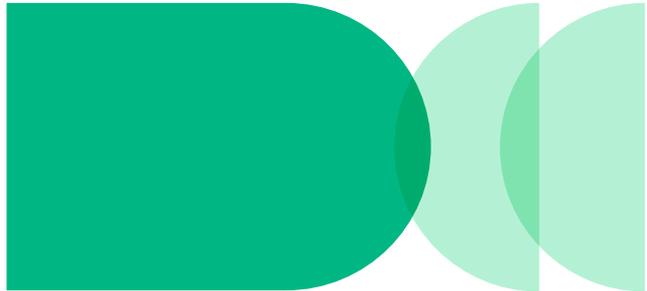
RAPPORT

DE



GESTION

2024



RAPPORT D'ACTIVITÉ — COMPTES DE L'EXERCICE — ANNEXES



MAI 2025



cpcn
CAISSE DE PENSIONS
CANTON DE NEUCHÂTEL

TABLE DES MATIÈRES

4 Rapport d'activité

| | |
|----|---|
| 6 | CHIFFRES CLÉS |
| 7 | RÉSUMÉ |
| 10 | DEGRÉ DE COUVERTURE ET CHEMIN DE CROISSANCE |
| 11 | ORGANISATION |
| 12 | PLACEMENTS |
| 15 | PRÉVOYANCE |

18 Comptes de l'exercice

| | |
|----|----------------------------|
| 20 | BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2024 |
| 21 | COMPTE D'EXPLOITATION 2024 |

24 Annexes

| | |
|----|---|
| 26 | BASES ET ORGANISATION |
| 30 | MEMBRES ACTIFS ET BÉNÉFICIAIRES DE RENTES |
| 31 | NATURE DE L'APPLICATION DU BUT |
| 33 | PRINCIPES D'ÉVALUATION ET PRÉSENTATION DES COMPTES |
| 34 | COUVERTURE DES RISQUES RÈGLES TECHNIQUES TAUX ET DEGRÉ DE COUVERTURE |
| 40 | EXPLICATIONS RELATIVES AUX PLACEMENTS ET AU RÉSULTAT NET DES PLACEMENTS |
| 49 | EXPLICATIONS RELATIVES À D'AUTRES POSTES DU BILAN ET DU COMPTE D'EXPLOITATION |
| 53 | DEMANDES DE L'AUTORITÉ DE SURVEILLANCE |
| 53 | AUTRES INFORMATIONS RELATIVES À LA SITUATION FINANCIÈRE |
| 54 | ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DU BILAN |
| 55 | DOCUMENTS ANNEXES |

RAPPORT D'ACTIVITÉ



- 6 Chiffres clés**
- 7 Résumé**
- 10 Degré de couverture et chemin de croissance**
- 11 Organisation**
- 12 Placements**
- 15 Prévoyance**

1. CHIFFRES CLÉS

81.8%

Degré de couverture

19 610

Actifs

10 901

Rentiers

1.75%

Taux technique

6.85 milliards

Engagements

81 CHF

Frais d'administration (assuré/an)

+8.2%

Performance brute

5.67 milliards

Total du bilan

818 millions

RFV

0.33%

TER

2. RÉSUMÉ

La CPCN enregistre pour 2024 une performance de +8.2%. Ce résultat consolide son assise financière, tout en offrant une rémunération attractive de 3.25% sur les avoirs de vieillesse. Au 31.12.2024, le degré de couverture est de 81.8% et la réserve de fluctuation de valeur (RFV) s'élève à 818 millions de francs, soit 81% de sa valeur-cible.

GOVERNANCE PROACTIVE

La CPCN œuvre depuis plusieurs années à construire pour l'avenir entre le renforcement de sa sécurité et la consolidation de son assise financière. Malgré une solide performance en 2024, le Conseil d'administration reste vigilant face à la volatilité des marchés financiers et au recul généralisé des rendements. Les priorités demeurent la prévention et la sécurité. La Caisse atteint l'objectif de couverture de 80% fixé pour 2052 et, avec des réserves et provisions substantielles, elle offre des perspectives solides pour l'avenir.

À fin 2024, un quart de la fortune de la CPCN (soit plus de 1.4 milliard de francs) est affecté à la protection future pour garantir au mieux le suivi du chemin de croissance (plan de recapitalisation).

Au niveau de l'évolution, les efforts cumulés de 2019 à 2024 entre la résorption du découvert (-50%), l'augmentation de la RFV (+50%) et les provisions additionnelles (+20%) se montent à 1.6 milliard de francs. **Consultez le graphique à la page suivante.**

Le découvert par rapport à l'objectif légal (art. 72a LPP) a été réduit de moitié en six ans. De plus, la protection future (prévention avec la RFV et un taux technique mesuré) est trois fois supérieure qu'à fin 2018 (cf. **pages 8 et 9**), offrant des perspectives favorables à la poursuite du chemin de croissance.

PERFORMANCE ET STRATÉGIE

Avec la nouvelle stratégie de placements retenue dès 2023, le Conseil a veillé à circonscrire les risques par une réduction du biais des actions suisses et des obligations d'entreprises au profit des obligations suisses, tout en renforçant le *private equity* et les prêts. Si la diversification est le credo de la CPCN, pour répartir les risques, la plupart des classes d'actifs auront été, à satisfaction, des moteurs de la performance en 2024. Par son approche sélective et diversifiée, la CPCN affiche pour l'ensemble de l'année 2024 une solide performance de +8.2%. Elle est due plus particulièrement aux actions internationales, à l'immobilier indirect et aux obligations suisses. Le rendement du portefeuille place la CPCN au-dessus de la moyenne des caisses de pensions suisses selon l'indice UBS (7.7% nette, et 7.3% pour les caisses avec une fortune de plus d'un milliard).

OPTIMISATION(S)

Les optimisations menées concernent autant l'amélioration des recettes que la réduction rigoureuse des charges futures. Si cette maîtrise budgétaire relève en priorité de la révision de paramètres structurels, le Conseil d'administration a aussi veillé à optimiser toute son Administration pour que la Caisse soit moins coûteuse pour ses assurés.

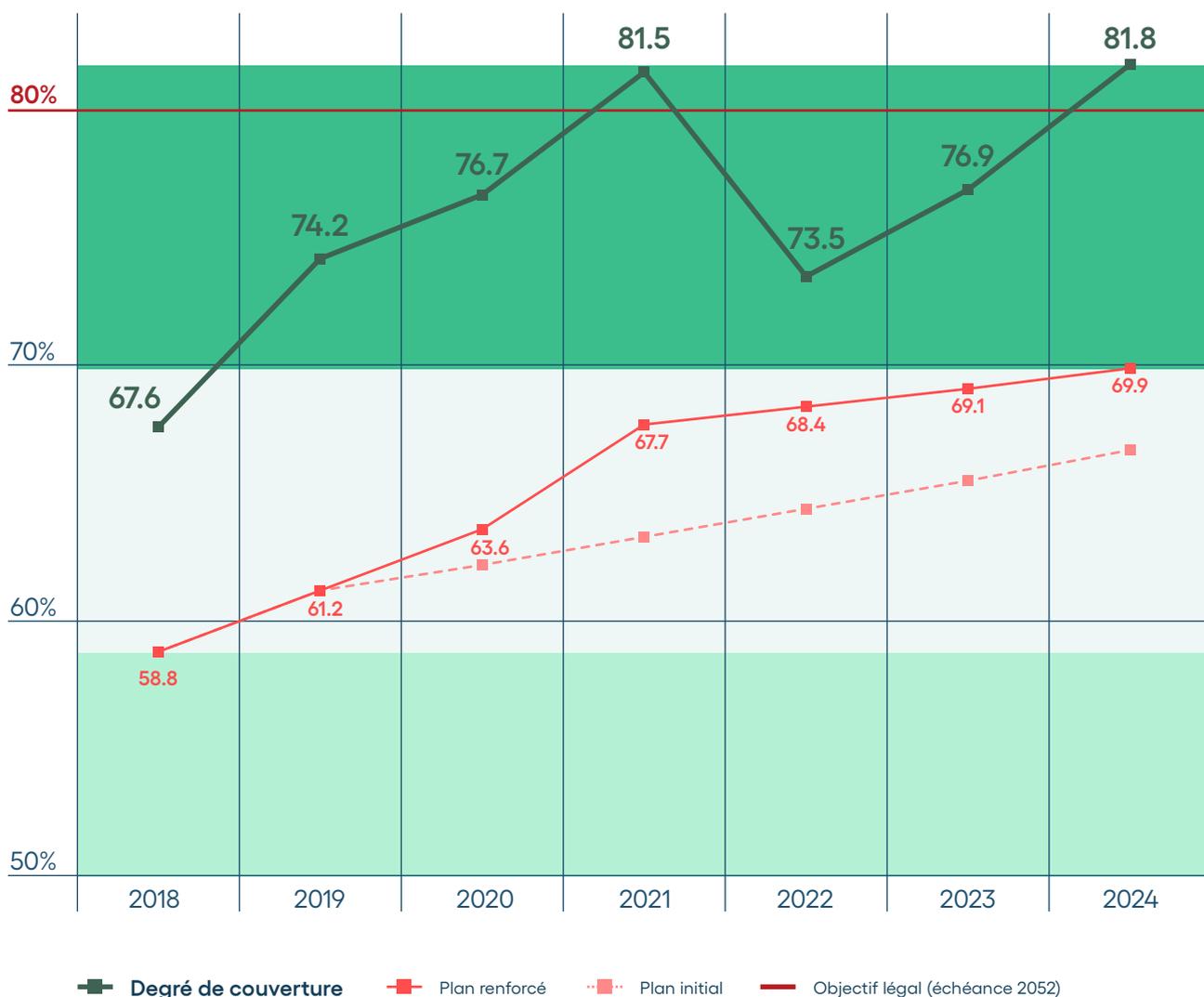
Les frais d'administration annuels s'élèvent à 81 francs par assuré, positionnant la CPCN parmi les institutions les moins chères du pays (moyenne des caisses publiques suisses : 224 francs). Le travail de fond est par définition moins perceptible : la consolidation de l'assise financière a consisté à *mettre davantage d'argent de côté pour servir les mêmes rentes* (baisse du taux technique et renforcement des provisions). Elle protège (par anticipation) d'une baisse généralisée des rendements. Cette approche est avant tout sécuritaire. Mais, en conséquence, elle permet de circonscrire les charges futures.

Elle renforce donc la maîtrise budgétaire et permet, combinée à une stratégie de placements offrant de solides progressions et la réduction marquée de l'ensemble des frais, d'optimiser les intérêts crédités.

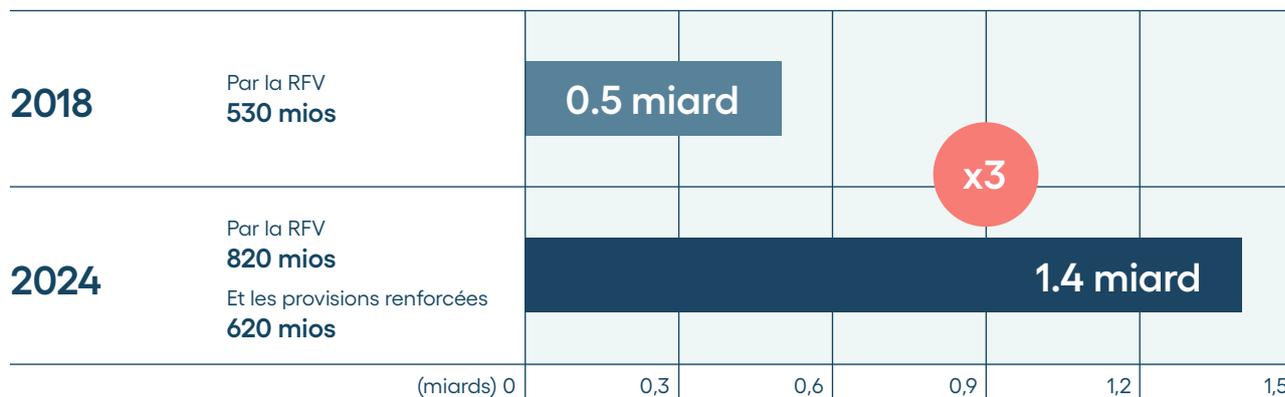
En six ans, un taux moyen de 2.7% a été crédité sur les avoirs de vieillesse, largement supérieur aux attentes lors du changement de primauté (1.5%).

DURABILITÉ

La CPCN accorde une importance particulière à la durabilité de ses investissements, en intégrant des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) au sein de la stratégie de placements. Le processus d'investissement répond aux obligations de transparence, tout en ayant porté la durabilité au sein de la gestion des risques et du devoir fiduciaire de la Caisse. Les lignes directrices d'investissement se fondent plus particulièrement sur quatre piliers, avec l'engagement actionnarial, l'intégration de critères ESG, la priorisation d'objectifs de développement durable et les exclusions en conformité avec les conventions suisses et internationales.

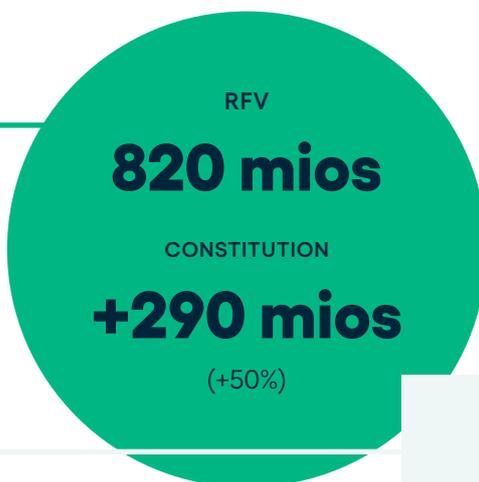


PRÉVENTION (PROTECTION FUTURE)



RÉSULTATS MAJEURS

Protection contre la volatilité



Réduction du découvert
(par rapport à l'objectif légal - art. 72a LPP)



Provisions renforcées
(protection contre la baisse des rendements –
taux technique à 1.75% vs 3.5% en 2018)



TOTAL DE L'ÉVOLUTION

+ 1.6 milliard

* Les valeurs représentées dans cette illustration graphique ont été intentionnellement arrondies pour des raisons de simplification.

3. DEGRÉ DE COUVERTURE ET CHEMIN DE CROISSANCE

CHEMIN DE CROISSANCE

À fin 2024, le chemin de croissance est pleinement satisfait puisque le **degré de couverture (positionnement effectif, art. 44 OPP2, 81.8%)** est supérieur au **taux de couverture (art. 72a LPP, chemin de croissance ou minimum requis, 69.9%)** avec de surcroît une marge de sécurité substantielle (RFV et taux technique mesuré). **Voir le tableau ci-dessous.**

DEGRÉ DE COUVERTURE

Le détail et la définition du degré/taux de couverture, l'évolution au fil des années, ainsi que le suivi du chemin de croissance figurent à l'**annexe aux comptes, chiffre 5.9.**

L'évolution nette de la situation financière pour l'année écoulée (résorption du découvert et sécurité) se monte en nombre rond à 320 millions de francs. Le *chemin de croissance* exigeait une croissance moyenne (diminution du découvert) de 50 millions par an (désormais 30 millions par an grâce au renforcement du plan au début de la décennie, cf. **page 8**).

| | 31.12.2024 | 31.12.2023 |
|--|------------|------------|
| Degré de couverture (art. 44 OPP2) | 81.8 % | 76.9 % |
| Taux de couverture (art.72 LPP) | 69.9 % | 69.1 % |
| Réserve de fluctuation de valeur (RFV) | 818 mios | 528 mios |
| En % de sa valeur cible | 81 % | 56 % |

4. ORGANISATION

En tant qu'organe suprême de la CPCN, le Conseil d'administration exerce la surveillance et le contrôle de la gestion des affaires. Il est indépendant de l'exploitation opérationnelle et définit l'organisation stratégique et la conduite de la CPCN.

CADRE ORGANISATIONNEL

La composition détaillée du Conseil d'administration, du Bureau et des Commissions figure à l'**annexe** aux comptes, **chiffre 1.4**.

Les organes de la Caisse ont été renouvelés au 1er juillet 2024.

- Le mandat des membres des organes de la Caisse dure quatre ans.
- La Présidence est alternée entre les employeurs affiliés et associations d'assurés, tous les deux ans.
- Le règlement d'organisation de la CPCN en précise les modalités, les compétences et le fonctionnement.
- La composition et la représentation relèvent des dispositions légales cantonales (LCPFPub).

L'Administration est chargée de la gestion courante de la CPCN. Son organigramme se trouve sur le site Internet de la Caisse (<https://cpcn.ch/a-propos/organisation>). Elle se compose de 36 employés représentant 32.8 équivalents plein temps (EPT) auxquels s'ajoutent 4 apprentis.

GOVERNANCE

La gestion des risques constitue la composante essentielle de la gouvernance de la CPCN. Elle s'articule sur un système de contrôle interne (SCI) visant à une supervision rigoureuse (identification, contrôle, documentation et sensibilisation) au travers des matrices de contrôles et une

amélioration continue des procédures de gestion, tout en assurant la conformité réglementaire et la sécurité des opérations.

La gouvernance est structurée autour de quatre grandes catégories :

- les risques stratégiques
- les risques d'investissement
- les risques actuariels
- les risques opérationnels

Le processus de contrôle des risques s'organise selon un planning de rotation défini sur une période de quatre ans. La prévention et la sécurité sont au cœur de la stratégie et de la gestion de la Caisse. Près de 60% des résultats des dernières années (900 millions (290 + 620) sur 1.6 milliard de francs, cf. **page 9**) ont été affectés à des mesures préventives pour protéger la CPCN et ses partenaires des deux risques majeurs :

- la volatilité boursière (par la RFV)
- la baisse généralisée des rendements (par l'adoption d'un taux technique prudent, et ainsi le renforcement des capitaux provisionnés pour servir les rentes)

Les renforcements menés, tant conjoncturels que structurels, protègent la stabilité financière sur le long terme. Au total, ces deux mesures de prévention se montent à 1.4 milliard de francs (820 + 620 mios) et sont trois fois supérieures au passé (cf. **page 9**).

5. PLACEMENTS

Le résultat 2024 est remarquable. Il traduit la hausse des marchés actions, de l'immobilier indirect et les conséquences de la baisse des taux d'intérêt sur les obligations suisses. L'année écoulée a été influencée par une dynamique complexe entre l'inflation, les politiques monétaires des grandes banques centrales et les tensions géopolitiques.

La croissance mondiale a toutefois montré des signes de résilience, bien qu'elle soit restée inégale selon les régions. La normalisation progressive des politiques monétaires permet aux investisseurs de retrouver une certaine visibilité, en particulier sur le marché obligataire, avec une performance de plus de 5% pour les obligations suisses. Néanmoins, l'ampleur des déficits des gouvernements a pénalisé les obligations en monnaies étrangères. Sur les marchés des actions, les performances sont contrastées, avec un solide résultat global. Les actions américaines ont affiché une performance de plus de 20% alors que les actions suisses ont atteint globalement 6%. Les secteurs technologiques ont continué de surperformer. En revanche, certains secteurs cycliques ont souffert d'une demande

plus faible dans un contexte de prudence des consommateurs. La volatilité a été amplifiée par les incertitudes géopolitiques.

PERFORMANCE DE LA CAISSE

En 2024, la Caisse a enregistré une performance brute de +8.2% (+6.0% en 2023). Après déduction des frais de gestion de 0.20% (0.21% en 2023), la performance nette de la Caisse est de +8.0% (+5.8% en 2023). Les performances des marchés se sont traduites par une augmentation du total de l'actif de la CPCN de plus de 400 millions de francs. Le total de l'actif se monte à CHF 5.67 milliards au 31.12.2024 (5.26 milliards un an auparavant).

PERFORMANCE ANNUELLE DE 2015 À 2024 (10 ANS)



* Moyenne suisse selon l'étude Swissscanto (chiffre 2024 non disponible lors de l'édition du présent rapport).

■ CPCN ■ Moyenne suisse

La performance 2024 est due plus particulièrement aux actions internationales, à l'immobilier indirect et aux obligations suisses. La moyenne brute sur dix ans s'élève à 4.0% en nombre rond. Le détail de la performance par classe d'actif figure à l'**annexe** aux comptes, **chiffre 6.8**.

STRATÉGIE DE PLACEMENTS

L'allocation stratégique figure à l'**annexe** aux comptes, **chiffre 6.4**.

À fin 2022, suite à l'ensemble des renforcements structurels, la Caisse a réalisé une nouvelle étude spécifique (analyse combinée des actifs et passifs de la CPCN, appelée ALM). L'objectif était de vérifier l'adéquation entre la stratégie et le financement des engagements à long terme, d'évaluer la tolérance au risque et d'ajuster la stratégie d'investissement à la nouvelle structure (consolidée) et à l'évolution des conditions de marché.

D'une manière générale, la Caisse oriente sa stratégie en faveur des valeurs réelles (actions, immobilier et *private equity*). Elle couvre son

exposition aux risques de change sur ses investissements en devises étrangères afin de réduire la volatilité du portefeuille. De surcroît, la stratégie s'accompagne d'un *rebalancement* mécanique veillant à réaligner automatiquement le portefeuille sur la stratégie, de manière à réduire systématiquement le risque (selon des bornes de sécurité) et éviter un comportement procyclique. Les derniers ajustements de la stratégie ont consisté à diminuer les liquidités et circonscrire les risques par une réduction du biais des actions suisses et obligations d'entreprises au profit des obligations suisses. Davantage d'informations sur l'activité de placements figurent à l'**annexe** aux comptes, **chiffre 6**.

PARC IMMOBILIER

Au 31.12.2024, le parc immobilier présente un bilan de 970 millions de francs et une progression de 128 millions ou 15% depuis 2019. Les revenus locatifs sont en nette hausse sur la période (+3.4 millions ou +7%) pour atteindre désormais 53.8 millions.

LOGEMENTS

4 057

IMMEUBLES ET TERRAINS

269

VALEUR DU PARC IMMOBILIER EN CHF

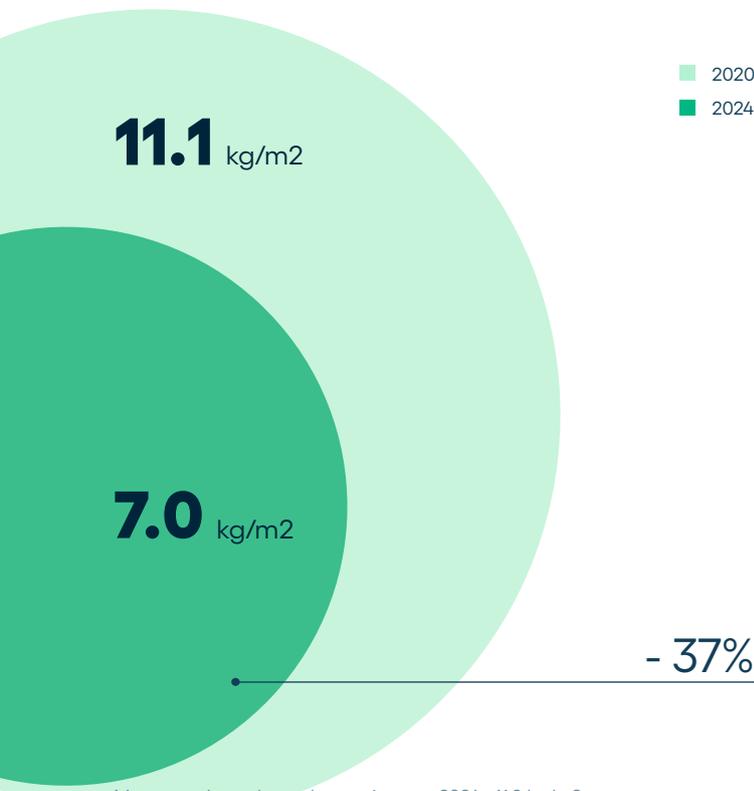
**970
mios**

Cette hausse sensible reflète à la fois une intense activité de rajeunissement du parc immobilier par la construction et la rénovation d'immeubles (entre trois et quatre par an pour un total de 40 à 50 appartements) et une baisse significative du vacant (-50% depuis 2019 pour s'inscrire à 3.28%).

Les rénovations et nouvelles constructions suivent les lignes directrices en matière de durabilité (ci-après) pour répondre aux exigences du meilleur standard et profiter des développements techniques, en particulier liées aux énergies circulaires et renouvelables. Les défis de la transition énergétique sont au cœur de la planification et du cycle de rénovation.

Des informations complémentaires sur le parc immobilier de la CPCN sont disponibles sur le site Internet de la Caisse (<https://cpcn.ch/placements/immeubles>) ou celui de notre gérance interne (<https://gerance.cpcn.ch>) en charge de la moitié du patrimoine immobilier de la Caisse.

ÉMISSIONS DE CO2 DU PARC IMMOBILIER



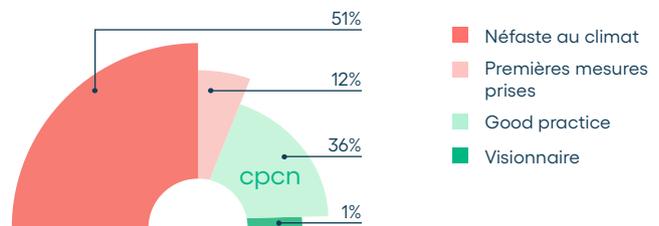
Moyenne des caisses de pensions en 2024 : 11.9 kg/m²
(cpcn : 40% en-dessous de la moyenne)
Source : Calculateur de CO₂ du PACTA (par FRPE)

DURABILITÉ

Depuis 2020, l'intensité carbone des actions suisses et internationales du portefeuille a diminué de 24%, en ligne avec les objectifs, et les émissions moyennes de CO₂ des immeubles en propriété de la CPCN ont été réduites de 37% à 7.0 kg/m². Désormais, plus du tiers des bâtiments du parc immobilier sont reliés à un chauffage à distance renouvelable, des pompes à chaleur ou de la géothermie. La Caisse a posé presque 2'000 m² de panneaux photovoltaïques et/ou thermiques en l'espace de deux ans. Elle porte également en priorité la mobilité douce, les îlots de chaleur et la limitation de l'énergie grise dans le cadre de la gestion des chantiers, du transport et de la provenance des matériaux.

Des informations complémentaires sur la politique d'investissement de la CPCN, ainsi qu'un rapport de durabilité complet (dernière version, décembre 2024) sont disponibles sur le site Internet de la Caisse (<https://cpcn.ch/placements/investissement-responsable>).

POSITION DE LA CPCN DANS LE RATING DES CAISSES DE PENSIONS SUISSES



Source : Alliance climatique (mars 2024), investissements mobiliers

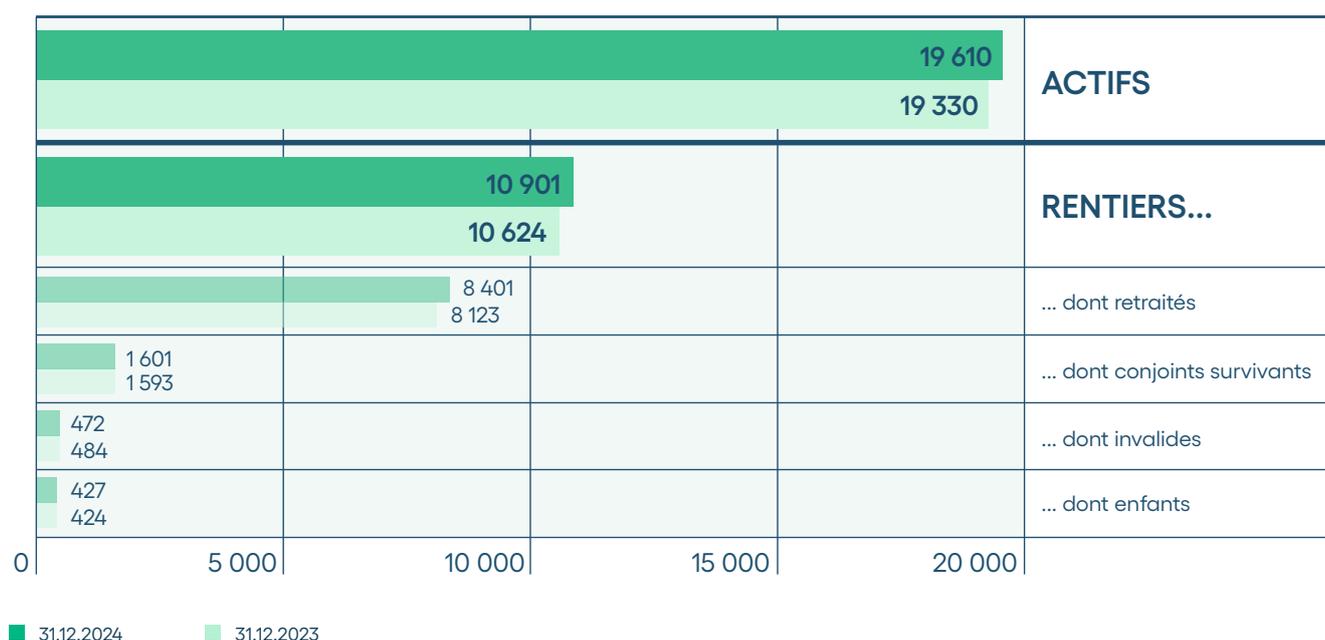
6. PRÉVOYANCE

L'optimisation de l'ensemble des processus et la réorganisation complète des activités permettent de réduire significativement les coûts, tout en intensifiant les outils d'aide à la décision et, d'une manière générale, l'extension des services et le soutien aux assurés.

Entre la gouvernance proactive, de solides performances et la réduction rigoureuse des charges, le Conseil d'administration a pu optimiser les intérêts crédités. En six ans, depuis le changement de primauté, le Conseil aura alloué un intérêt crédité moyen annuel de 2.7%, surpassant largement les attentes. Ainsi, les assurés partis en retraite durant la période écoulée disposent, grâce à cette rémunération avantageuse et les mesures d'accompagnement, de prestations similaires à celles de l'ancien plan. Par ce constat, dans un souci d'équité, et dès lors que les assurés actifs restent soumis à des *remèdes* (cotisations de recapitalisation), le Conseil a décidé, pour l'heure, de ne pas indexer les rentes (davantage d'informations à l'**annexe** aux comptes, **chiffre 3.3**).

EFFECTIF

L'effectif global (actifs et rentiers) de la Caisse enregistre une augmentation de 557 assurés (+1.9%) de 29'954 à 30'511. L'évolution est moins marquée chez les assurés actifs (+1.4%) que chez les rentiers (+2.6%) conduisant à une légère diminution du rapport démographique (1.80 actif pour 1 rentier, contre 1.82 une année auparavant). Cela confirme d'autant plus la pertinence des travaux de consolidation du Conseil d'administration en protection de cette évolution démographique. L'**annexe** aux comptes, **chiffre 2** présente le détail de l'évolution des effectifs.



L'effectif des assurés actifs est constitué de 61% de femmes et de 39% d'hommes. L'âge moyen est de 43.9 ans (identique à l'an dernier, 44 ans). L'âge moyen des retraités est quant à lui de 73.6 ans. Comme le montre le **graphique de la page 15**, l'effectif des rentiers est constitué aux trois-quarts (77%) de retraités et de 15% de conjoints/concubins survivants. Dans les faits, la démographie d'une Caisse de pensions doit plus particulièrement être analysée sur la base des engagements respectifs (impact financier, **graphique en haut de la page 17**), avec une évolution très stable depuis 3 ans.

DÉPARTS EN RETRAITE

Les départs à la retraite sont présentés à la **page 17**. La réforme du 01.01.2019 avait engendré une augmentation importante du nombre de départs durant l'année 2018 (776 au total) et à l'inverse une contraction (contrepartie) l'année suivante (305). Depuis on constate une évolution très stable du nombre de départs en retraite au fil des ans.

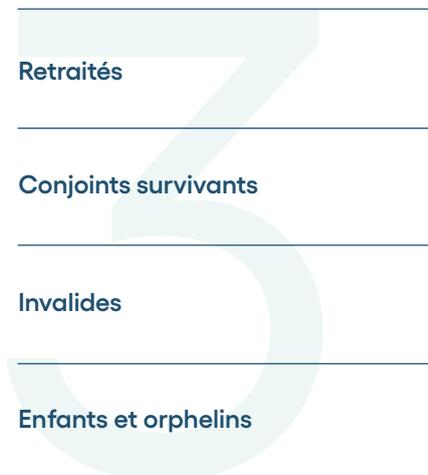
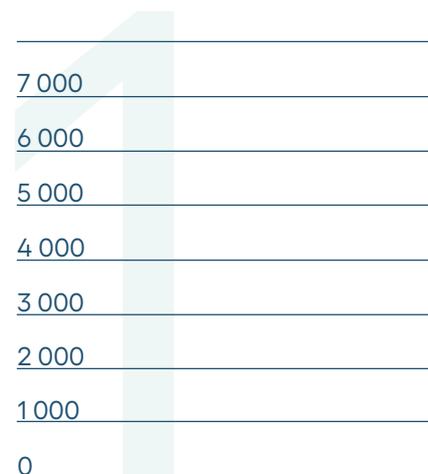
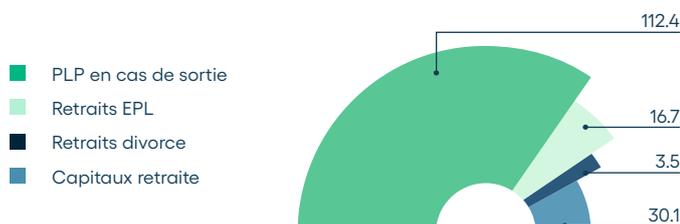
De légères différences p/r à l'**annexe, chiffre 2**, peuvent apparaître en conséquence des multi-employés.

PRESTATIONS

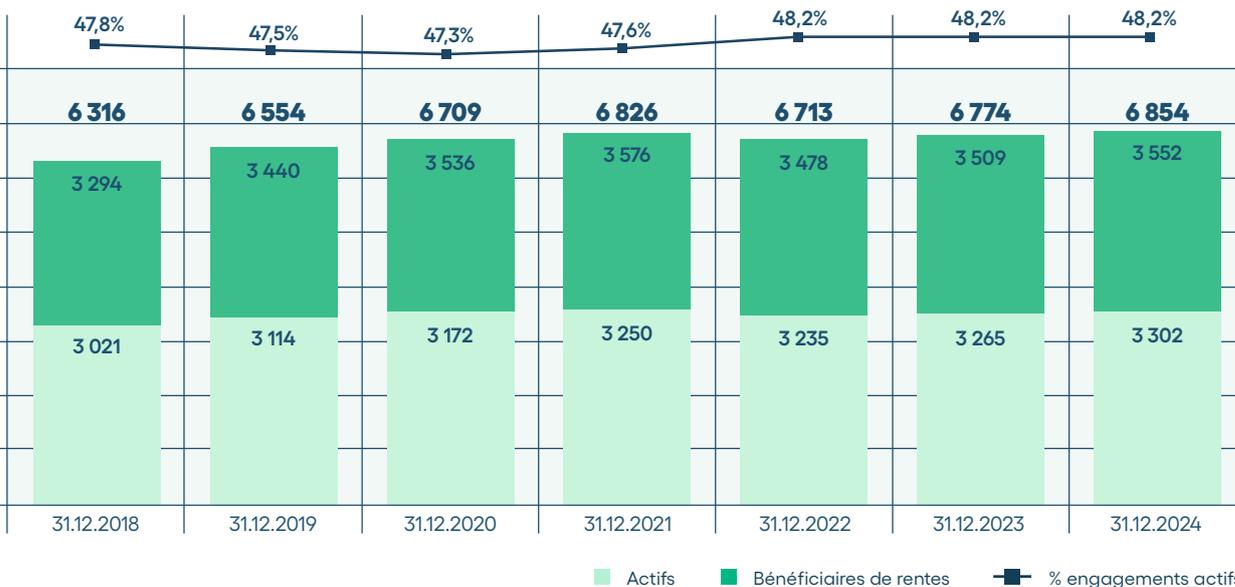
Les rentes totales de l'année 2024 s'élèvent à 271 millions de francs (267 millions en 2023). Ces rentes sont composées de plus de 80% de rentes de retraite, y compris les rentes pont AVS temporaires, soit 223.5 millions (219.8 en 2023) et une rente de retraite moyenne mensuelle de 2'217 (cf. **graphique au bas de la page 17**).

En marge des rentes mensuelles, la CPCN a également versé 163 millions de francs de prestations sous forme de capitaux (149 millions en 2023), entre les sorties de la Caisse (libre passage), les capitaux retraite (30.1 millions vs 21.8 en 2023), les versements anticipés dans le cadre de l'encouragement à la propriété du logement (retraits EPL) et les divorces. Les capitaux retraite et les versements anticipés représentent chaque année, et depuis le début de la Caisse, l'équivalent de 0.9% des rentes versées. Sur une carrière complète, cela représente à terme des rentes versées de l'ordre d'un tiers inférieures à l'objectif du plan (par une consommation anticipée).

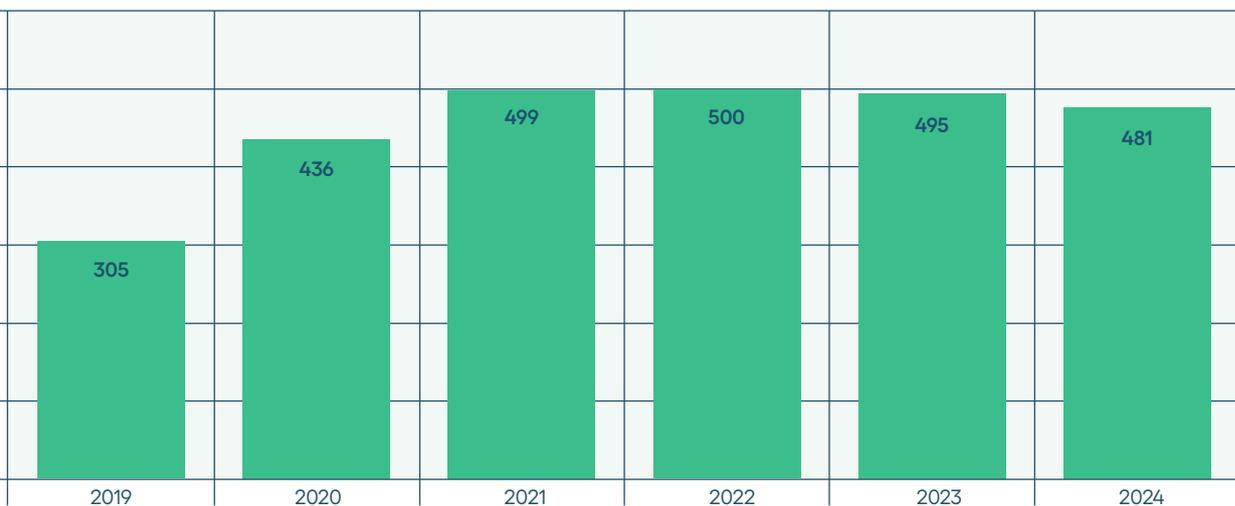
AUTRES PRESTATIONS VERSÉES EN MILLIONS DE CHF



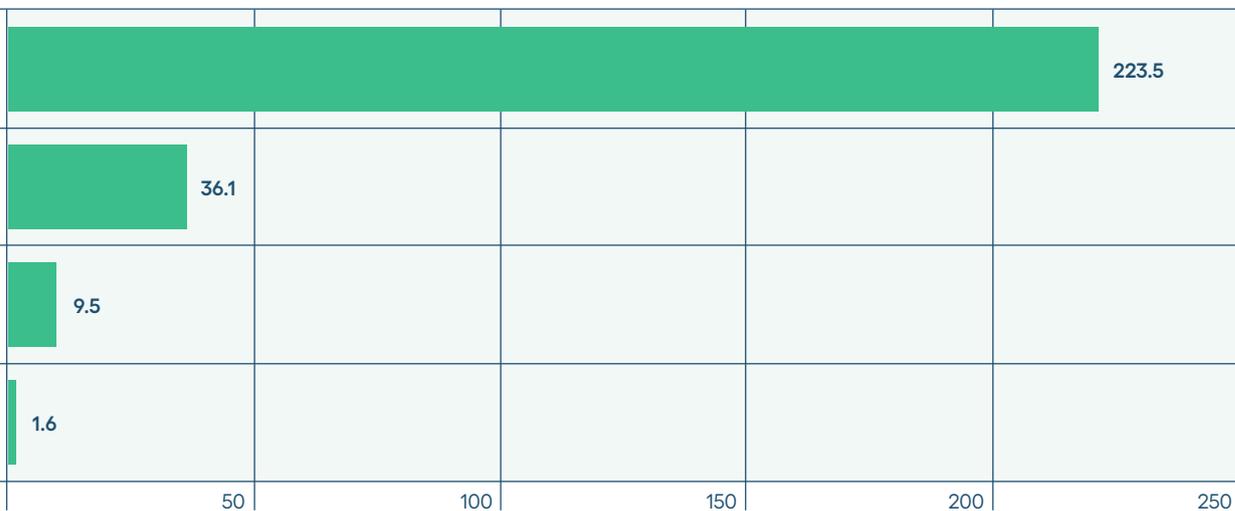
ENGAGEMENTS EN MILLIONS DE CHF



DÉPARTS EN RETRAITE



RENTES VERSÉES EN MILLIONS DE CHF



COMPTES DE L'EXERCICE

20 Bilan au 31 décembre 2024

21 Compte d'exploitation 2024

1. BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2024

| | Ref | 31.12.2024 (CHF) | 31.12.2023 (CHF) |
|--|-------------|---------------------------|---------------------------|
| Liquidités | | 62'911'077.13 | 58'884'746.04 |
| Créances à court terme | | 50'000'000.00 | 87'653'410.20 |
| Opérations sur devises à terme | 6.5 | -44'099'661.89 | 35'959'532.87 |
| Débiteurs | 7.1 | 5'503'516.43 | 4'130'117.53 |
| Obligations suisses et étrangères en francs suisses | | 1'132'303'341.69 | 1'076'223'336.49 |
| Obligations étrangères en monnaies étrangères | | 612'916'013.75 | 452'137'194.67 |
| Actions de sociétés suisses | | 488'658'371.22 | 461'984'029.66 |
| Actions de sociétés étrangères | | 1'508'838'062.95 | 1'342'121'180.78 |
| Prêts hypothécaires aux personnes physiques | | 147'718'246.92 | 147'283'302.18 |
| Prêts hypothécaires aux personnes morales | | 8'618'244.50 | 8'410'094.20 |
| Prêts aux débiteurs non affiliés | | 33'189'970.00 | 27'231'185.00 |
| Placements chez l'employeur | 6.11 | 38'616'557.89 | 34'710'246.94 |
| Immeubles | | 970'235'069.44 | 949'629'596.42 |
| Placements immobiliers indirects suisses | | 488'960'037.61 | 429'013'567.83 |
| Placements alternatifs | | 163'814'927.21 | 147'175'206.37 |
| Total des placements | 6.4 | 5'668'183'774.85 | 5'262'546'747.18 |
| Compte de régularisation actif | 7.2 | 1'288'790.42 | 521'188.28 |
| TOTAL DE L'ACTIF | | 5'669'472'565.27 | 5'263'067'935.46 |
| | | | |
| Prestations de libre passage et rentes | | 37'281'633.02 | 29'155'005.76 |
| Autres dettes | | 11'709'465.08 | 11'851'937.05 |
| Dettes | 7.3 | 48'991'098.10 | 41'006'942.81 |
| Compte de régularisation passif | 7.4 | 332'492.65 | 648'626.54 |
| Provisions non techniques | 5.10 | 11'121'658.58 | 12'639'858.58 |
| Capitaux de prévoyance des assurés actifs | 5.2 | 3'242'010'136.00 | 3'183'988'956.15 |
| Capitaux de prévoyance des rentiers | 5.4 | 3'495'868'108.00 | 3'467'337'016.00 |
| Provisions techniques | 5.5 | 116'281'595.90 | 122'634'046.40 |
| Capitaux de prévoyance et provisions techniques | 5.9 | 6'854'159'839.90 | 6'773'960'018.55 |
| Réserve de fluctuation de valeur | 6.3 | 817'969'587.85 | 527'966'134.71 |
| Situation en début de période | | - 2'093'153'645.73 | - 2'121'446'132.13 |
| Excédent des produits | | 30'051'533.92 | 28'292'486.40 |
| Découverte technique | 5.9 | - 2'063'102'111.81 | - 2'093'153'645.73 |
| TOTAL DU PASSIF | | 5'669'472'565.27 | 5'263'067'935.46 |

2. COMPTE D'EXPLOITATION 2024

| | Ref | 2024 (CHF) | 2023 (CHF) |
|--|-------------|------------------------|------------------------|
| Cotisations des salariés | | 132'086'051.40 | 127'208'796.90 |
| Cotisations des employeurs | | 192'380'040.50 | 185'295'414.90 |
| Indemnité de sortie (capitalisation partielle) | | 731'686.00 | 0.00 |
| Subsides du fonds de garantie | | 211'852.75 | 237'800.10 |
| Financement retraites employeurs | | 1'080'729.15 | 965'179.20 |
| Primes uniques et rachats | | 9'854'962.75 | 9'814'674.10 |
| Contributions provisions ex-CPC | 5.10 | 394'677.00 | 465'441.00 |
| Contributions provisions ex-FPMSP | 5.10 | 187'455.00 | 244'267.00 |
| Total des cotisations et apports ordinaires et autres | 7.5 | 336'927'454.55 | 324'231'573.20 |
| Apports de libre passage | | 71'823'610.79 | 73'268'337.02 |
| Remboursements de versements anticipés pour la propriété du logement/divorce | | 4'330'224.26 | 3'613'205.40 |
| Total des prestations d'entrées | 7.5 | 76'153'835.05 | 76'881'542.42 |
| Apports provenant de cotisations et prestations d'entrées | 7.5 | 413'081'289.60 | 401'113'115.62 |
| Rentes de vieillesse | | -216'031'358.25 | -211'988'257.75 |
| Rentes de conjoints survivants | | -36'062'645.55 | -35'458'311.50 |
| Rentes d'enfants et d'orphelins | | -1'623'465.00 | -1'638'809.95 |
| Rentes d'invalidité | | -9'477'939.60 | -9'816'481.60 |
| Prestations en capital à la retraite | | -30'125'539.60 | -21'828'332.10 |
| Prestations en capital au décès et à l'invalidité | | -101'188.20 | -109'983.80 |
| Autres prestations réglementaires | | -7'639'026.92 | -8'102'744.50 |
| Total des prestations réglementaires | 7.6 | -301'061'163.12 | -288'942'921.20 |
| Prestations de libre passage en cas de sortie | | -112'369'923.42 | -108'021'029.95 |
| Versements anticipés pour la propriété du logement | | -16'703'086.25 | -15'313'382.05 |
| Versements anticipés lors de divorces | | -3'535'420.12 | -3'698'317.90 |
| Total des prestations de sorties | 7.6 | -132'608'429.79 | -127'032'729.90 |
| Total des dépenses relatives aux prestations et versements anticipés | 7.6 | -433'669'592.91 | -415'975'651.10 |
| Variation des provisions non techniques | 5.10 | -147'916.00 | -135'493.00 |
| Variation capitaux de prévoyance des assurés actifs | | 38'686'541.51 | 13'477'071.45 |
| Variation capitaux de prévoyance des rentiers | | -28'531'092.00 | -16'600'229.00 |
| Variation provisions techniques | | 6'352'450.50 | 10'089'811.35 |
| Rémunération capital épargne | | -96'707'721.36 | -67'489'545.35 |
| Variation des capitaux de prévoyance et provisions techniques | 5.9 | -80'199'821.35 | -60'522'891.55 |
| Cotisations au fonds de garantie | | -1'139'170.00 | -1'107'315.00 |
| Total charges d'assurance | | -1'139'170.00 | -1'107'315.00 |
| RÉSULTAT NET DE L'ACTIVITÉ D'ASSURANCE | | -102'075'210.66 | -76'628'235.03 |

Comptes de l'exercice

| | Ref | 2024 (CHF) | 2023 (CHF) |
|---|------------|-----------------------|-----------------------|
| Résultat sur liquidités | | 3'477'613.07 | -294'066.68 |
| Résultat sur créances à court terme | | 872'278.77 | 1'005'192.30 |
| Résultat sur opérations devises à terme | | -104'970'584.13 | 65'484'426.00 |
| Résultat sur obligations en francs suisses | | 41'944'274.24 | 46'616'183.45 |
| Résultat sur obligations en monnaies étrangères | | 37'888'361.45 | -10'521'576.97 |
| Résultat sur actions de sociétés suisses | | 71'106'694.77 | 64'658'876.91 |
| Résultat sur actions de sociétés étrangères | | 267'277'807.08 | 100'539'389.21 |
| Résultat sur prêts hypothécaires aux pers. physiques | | 1'558'424.85 | 1'462'500.74 |
| Résultat sur prêts hypothécaires aux pers. morales | | 703'008.10 | 199'719.80 |
| Résultat sur prêts aux débiteurs non affiliés | | 1'528'651.66 | 432'438.33 |
| Résultat sur placements auprès des employeurs | | 236'077.20 | 249'702.55 |
| Résultat sur immeubles | | 34'477'802.50 | 24'606'399.14 |
| Résultats sur immobilier indirect suisse | | 64'725'233.06 | 20'111'610.55 |
| Résultat sur placements alternatifs | | 23'302'673.21 | -7'394'509.41 |
| Frais de gestion de la fortune | 6.9 | -19'538'079.08 | -14'500'461.88 |
| TOTAL DU RÉSULTAT NET DES PLACEMENTS | 6.8 | 424'590'236.75 | 292'655'824.04 |
| Frais d'administration | | -2'460'039.03 | -2'527'930.13 |
| TOTAL DES FRAIS D'ADMINISTRATION | 7.7 | -2'460'039.03 | -2'527'930.13 |
| RÉSULTAT AVANT CONSTITUTION/DISSOLUTION DE LA RÉSERVE DE FLUCTUATION DE VALEUR | | 320'054'987.06 | 213'499'658.88 |
| Constitution(-)/Dissolution(+) de la réserve de fluctuation de valeur | 6.3 | -290'003'453.14 | -185'207'172.48 |
| EXCEDENT DE PRODUITS | | 30'051'533.92 | 28'292'486.40 |

ANNEXES

The background features a series of overlapping, semi-transparent circles in various shades of green and blue. The circles are arranged in a way that they overlap each other, creating a layered effect. The colors range from a vibrant green to a soft, light blue. The overall composition is abstract and modern.

- 26 Bases et organisation**
- 30 Membres actifs et bénéficiaires de rentes**
- 31 Nature de l'application du but**
- 33 Principes d'évaluation et présentation des comptes**
- 34 Couverture des risques | Règles techniques | Taux et degré de couverture**
- 40 Explications relatives aux placements et au résultat net des placements**
- 49 Explications relatives à d'autres postes du bilan et du compte d'exploitation**
- 53 Demandes de l'autorité de surveillance**
- 53 Autres informations relatives à la situation financière**
- 54 Événements postérieurs à la date du bilan**
- 55 Documents annexes**

1. BASES ET ORGANISATION

1.1 FORME JURIDIQUE ET BUT

La Caisse de pensions de la fonction publique du canton de Neuchâtel (ci-après : la CPCN ou la Caisse) est un établissement de droit public, indépendant de l'État, doté de la personnalité juridique et ayant son siège à La Chaux-de-Fonds. Elle est inscrite au Registre du commerce. La CPCN a pour but d'assurer le personnel des employeurs de la fonction publique du canton de Neuchâtel contre les conséquences économiques de la retraite, de l'invalidité et du décès.

1.2 ENREGISTREMENT LPP, AUTORITÉ DE SURVEILLANCE ET FONDS DE GARANTIE LPP

La CPCN participe à l'application du régime de l'assurance obligatoire et surobligatoire conformément à la Loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP) du 25.06.1982. Elle est inscrite au registre de la prévoyance professionnelle au sens de l'article 48 LPP (sous le numéro 305057) et relève de la surveillance de l'Autorité de surveillance LPP et des fondations de Suisse Occidentale (As-So), à Lausanne.

La Caisse est affiliée au Fonds de garantie conformément à l'article 57 LPP et cotise selon les dispositions de l'ordonnance sur le Fonds de garantie LPP.

1.3 INDICATION DES LOIS ET RÈGLEMENTS

La Loi sur la Caisse de pensions pour la fonction publique du canton de Neuchâtel (LCPFPub), dans sa version initiale du 24.06.2008, a été modifiée par le Grand Conseil le 01.06.2022 (RSN 152.550, état au 01.06.2022). De plus, la Caisse applique le Règlement sur l'utilisation des fonds résiduels de la Caisse de pensions du personnel communal de La Chaux-de-Fonds en liquidation (RCPC) du 20.11.2014. Ce règlement est entré en force en date du 01.08.2017.

Elle applique également le Règlement sur l'utilisation des fonds résiduels de la Fondation de prévoyance de la Maison de Santé de Préfargier (FPMSP). Ce règlement est entré en vigueur le 01.10.2019, suite à l'acceptation par l'Autorité de surveillance des principes du plan d'utilisation des fonds résiduels.

Les règlements de la Caisse peuvent être consultés sur le site Internet de la Caisse (<https://cpcn.ch/loi-et-reglements>). Une rubrique Archives regroupe les versions antérieures.

| Règlements | Entrée en vigueur |
|--|-------------------|
| Règlement d'organisation (ROrg) | 26.09.2024 |
| Règlement d'assurance (RAss) | 26.03.2024 |
| Règlement sur le plan complémentaire pour les médecins-cadres (RMed) | 01.01.2024 |
| Règlement sur les placements (RPlac) | 31.01.2023 |
| Règlement sur les prêts (RPrêts) | 24.09.2020 |
| Règlement sur les biens immobiliers (RImm) | 28.11.2019 |
| Règlement d'affiliation des employeurs (RAff) | 01.04.2020 |
| Règlement relatif à la liquidation partielle (RLPart) | 15.06.2020 |
| Règlement sur les engagements de prévoyance (REng) | 01.01.2022 |
| Règlement relatif aux frais (RFrais) | 01.07.2019 |

1.4 ORGANE SUPRÊME, GESTION ET DROIT À LA SIGNATURE

Le Conseil d'administration est l'organe suprême de la CPCN. Il est constitué de 18 membres et composé d'un Bureau, d'une Commission de placements (ComPlac) et d'une Commission d'assurance (ComAss). Le mandat des membres des organes de la Caisse dure quatre ans.

La Présidence est alternée entre les employeurs affiliés et associations d'assurés tous les deux ans. Le Conseil d'administration a été renouvelé au 01.07.2024. La Caisse a enregistré les départs en date du 30 juin 2024 de:

- Dominique Dey
- Claudine Faehndrich
- Nadia Kaious Jeanneret
- René Barbezat
- Didier Boillat
- Jérôme Bonvin
- Patrick Herrmann
- Gabriel Krähenbühl
- Philippe Rouault

La Caisse a enregistré les entrées en fonction en date du 1er juillet 2024 de:

- Andrea Marcone
- Eve Ayer
- Julie Courcier Delafontaine
- Michelle Fongang
- Anne Guyot
- Ilinka Guyot
- Steven Bill
- Quentin Di Meo
- Julien Voirol

Les membres du Conseil d'administration signent collectivement à deux. La composition des organes de la CPCN au 31 décembre 2024 se trouve sur **la page suivante**.

La Direction et le personnel forment l'Administration de la CPCN. Cette dernière assure la gestion courante, gère les relations externes et met en œuvre les décisions du Conseil d'administration et des Commissions. Pour la gestion opérationnelle de la Caisse, la Direction établit les règles de représentation conformément à l'article 24 du Règlement d'organisation.

L'article 27 du Règlement d'organisation de la Caisse précise de quelle manière cette dernière est valablement engagée pour toutes les tâches attribuées aux organes de la CPCN.

ORGANES DE LA CPCN

REPRÉSENTANTS DES EMPLOYEURS

État
État
UniNe
RHNe
Ville NE
Perce-Neige
ACN
Ville Chx-De-Fds
ANEMPA

Président — GONZALEZ Thierry
AUBERT Nicolas
AYER Eve
BRANDT Gérald
COURCIER DELAFONTAINE Julie
DI MEO Quentin
DUPASQUIER Philippe
GUYOT Ilinka
RISSE René

REPRÉSENTANTS DES ASSURÉS

SGADN
SPJN
SSP
SSP
ASI
SSP
SAEN
AF3CP
APPAN

Vice-président — GREMION Nicolas
BILL Steven
BOURQUIN Patrick
FONGANG Michelle
GUYOT Anne
MARCONE Andrea
PORRET Pierre Alain
RIEDI Jean-Marc
VOIROL Julien

BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président — GONZALEZ Thierry
Vice-président — GREMION Nicolas
BRANDT Gérald
PORRET Pierre-Alain

*Les présidents des Commissions participent aux séances du Bureau du Conseil d'administration avec voix consultative

COMMISSION DE PLACEMENTS

Président — RIEDI Jean-Marc
Vice-président — DUPASQUIER Philippe
AUBERT Nicolas
AYER Eve
BOURQUIN Patrick
DI MEO Quentin
FONGANG Michelle
GREMION Nicolas

COMMISSION D'ASSURANCE

Présidente — MARCONE Andrea
Vice-président — BRANDT Gérald
COURCIER DELAFONTAINE Julie
GUYOT Anne
GUYOT Ilinka
PORRET Pierre-Alain
RISSE René
VOIROL Julien

Abréviations

Titre complet

| | |
|------------------|--|
| ACN | Association des communes neuchâteloises |
| AF3CP | Association faitière des collaborateurs cantonaux, communaux et parapublics |
| ANEMPA | Association neuchâteloise des établissements et maisons pour personnes âgées |
| APPAN | Association des pompiers et des ambulanciers de la ville de Neuchâtel |
| ASI | Association suisse des infirmières et infirmiers |
| État | État de Neuchâtel et ses établissements |
| Perce-Neige | Fondation les Perce-Neige |
| RHNe | Réseau hospitalier neuchâtelois |
| SAEN | Syndicat autonome des enseignants neuchâtelois |
| SGADN | Syndicat des gendarmes et des agents de détention neuchâtelois |
| SPJN | Syndicat de la police judiciaire neuchâteloise |
| SSP | Syndicat suisse des services publics |
| UniNe | Université de Neuchâtel |
| Ville Chx-de-Fds | Ville de La Chaux-de-Fonds |
| Ville NE | Commune de Neuchâtel |

1.5 EXPERT AGRÉÉ, ORGANE DE RÉVISION ET PRINCIPAUX CONSEILLERS

| Tiers / Prestation | Société |
|--|--|
| EXPERT EN PRÉVOYANCE PROFESSIONNELLE | Pittet Associés SA, Lausanne – Cocontractant |
| | M. Stéphane Riesen – Expert exécutant |
| | www.pittet.net |
| ORGANE DE RÉVISION | BfB Audit SA, Renens |
| | M. Guy Chervet – Réviseur responsable |
| | www.bfb.ch |
| BANQUE DÉPOSITAIRE (GLOBAL CUSTODIAN) | Credit Suisse* (société du Groupe UBS) |
| | www.credit-suisse.com |
| CONSEIL ET CONTRÔLE EN ALLOCATION STRATÉGIQUE DE PLACEMENTS | PPCmetrics, Nyon |
| | www.ppcmetrics.ch |
| EXPERT IMMOBILIER | M. Laurent Castella, Neuchâtel |
| LIGNES DIRECTRICES DE VOTE / EXERCICE DES DROITS DE VOTE | Fondation Ethos / Ethos Services SA, Genève |
| | www.ethosfund.ch |
| | |
| AVOCAT-CONSEIL (PARTIE ASSURANCE) | Troillet Balzan Avocats |
| | Me Anne Troillet |
| | www.tbavocats.ch |
| AVOCAT-CONSEIL (PARTIE GÉRANCE) | Etude FFS Fer Frunz Schwab, La Chaux-de-Fonds |
| | Me Basile Schwab |
| | Me Melvin L'Eplattenier |
| | www.etudeffs.ch |
| NOTAIRES-CONSEIL | Me Jérôme Sautaux, La Chaux-de-Fonds et Me Bastien Wehrli, Le Locle |
| FOURNISSEUR DU PROGRAMME DE GESTION DES DOSSIERS DES ASSURÉS | AON Switzerland SA, Neuchâtel |
| SUPPORT ET MAINTENANCE DES OUTILS INFORMATIQUES | Service informatique de l'entité neuchâteloise (SIEN) |
| CONSEILS GESTION RH | Service des ressources humaines de l'Etat (SRHE) |

*agrée FINMA

1.6 EMPLOYEURS AFFILIÉS

L'Etat de Neuchâtel et ses établissements – à l'exception de la Banque cantonale neuchâteloise (BCN) et de la Caisse cantonale d'assurance populaire (CCAP) – ainsi que la Ville de La Chaux-de-Fonds et la Commune de Neuchâtel sont affiliés de par la loi à la CPCN. Les communes du canton de Neuchâtel, à l'exception d'une seule, sont affiliées à la Caisse par convention. Les syndicats et institutions publiques liées au canton de Neuchâtel peuvent s'affilier conventionnellement aux conditions fixées par la LCPFPub, pour autant qu'ils bénéficient de la garantie d'une collectivité publique.

| | 31.12.2024 | 31.12.2023 |
|---------------------|------------|------------|
| Etat | 1 | 1 |
| Communes* | 23 | 26 |
| Enseignement | 9 | 9 |
| Santé | 26 | 26 |
| Autres institutions | 65 | 65 |
| TOTAL | 124 | 127 |

*Au 01.01.2025 a eu lieu la naissance officielle de Laténa, issue de la fusion des villages d'Enges, Hauterive, Saint-Blaise et la Tène. (tenu compte dans l'effectif susmentionné).

2. MEMBRES ACTIFS ET BÉNÉFICIAIRES DE RENTES

2.1 ASSURÉS COTISANTS

Les assurés partiellement cotisants ou à temps partiel sont comptés pour une unité, de la même manière que les employés au bénéfice de plusieurs contrats avec le même employeur :

| | 31.12.2024 | 31.12.2023 |
|--------------|---------------|---------------|
| Hommes | 7'568 | 7'509 |
| Femmes | 12'042 | 11'821 |
| TOTAL | 19'610 | 19'330 |

*dont 14 assurés risques (7 hommes et 7 femmes)

2.2 ÉVOLUTION DES ASSURÉS COTISANTS

| | 2024 | 2023 |
|---|---------------|---------------|
| Nombre de cotisants au début de l'exercice | 19'330 | 19'117 |
| Affiliations | +2'440 | +2'367 |
| Démissions | -1'692 | -1'679 |
| Retraites | -447 | -456 |
| Décès | -7 | -7 |
| Invalides | -14 | -12 |
| NOMBRE DE COTISANTS À LA FIN DE L'EXERCICE | 19'610 | 19'330 |

2.3 BÉNÉFICIAIRES DE RENTES

| | 31.12.2024 | 31.12.2023 |
|-----------------------|---------------|---------------|
| Retraités | 8'401 | 8'123 |
| Conjoints survivants* | 1'601 | 1'593 |
| Invalides | 472 | 484 |
| Enfants et orphelins | 427 | 424 |
| TOTAL | 10'901 | 10'624 |

*Les concubins survivants, ainsi que les conjoints divorcés, sont intégrés à l'effectif des conjoints survivants.

2.4 ÉVOLUTION DES BÉNÉFICIAIRES DE RENTES

| | 2024 | 2023 |
|---|---------------|---------------|
| Nombre de rentiers au début de l'exercice | 10'624 | 10'394 |
| Nouveaux retraités | +481 | +485 |
| Nouveaux conjoints survivants | +92 | +124 |
| Nouveaux invalides | +47 | +36 |
| Nouveaux enfants | +84 | +60 |
| Décès de rentiers | -280 | -320 |
| Extinction de rentes | -147 | -155 |
| NOMBRE DE COTISANTS À LA FIN DE L'EXERCICE | 10'901 | 10'624 |

3. NATURE DE L'APPLICATION DU BUT

3.1 EXPLICATION DES PLANS DE PRÉVOYANCE

Depuis le 01.01.2019, la Caisse applique un plan de prévoyance en primauté des cotisations. Le Règlement d'assurance (RAss) distingue deux collectifs :

- Le collectif ordinaire (ci-après : plan de base) où les prestations sont calculées en appliquant le taux de conversion à l'avoit de vieillesse constitué. L'âge de retraite ordinaire est de 64 ans, avec la possibilité de débiter le versement de la rente de manière anticipée ou partielle dès 58 ans et de le reporter au plus tard jusqu'à 70 ans.
- Les dispositions particulières (ci-après : PPP), pour les policiers, pompiers, pilotes et professions reconnues par l'employeur, selon les mêmes conditions que le plan ordinaire, sauf pour l'âge de la retraite ordinaire (61 ans), les taux de cotisations (assurés et employeurs) et deux années de pont-AVS préfinancées par les employeurs et les assurés.

L'affiliation obligatoire commence le jour de l'entrée en service, au plus tôt le 1er janvier suivant le 17ème anniversaire pour la couverture des risques décès et invalidité (assurance risques). Dès le 1er janvier qui suit le 19ème anniversaire, elle s'étend à la retraite (assurance complète). Depuis 2022, la CPCN a mis en place un plan complémentaire à choix des assurés, le Plan Epargne+, permettant de cotiser 1% d'épargne supplémentaire (et d'améliorer ainsi les prestations).

Le Règlement sur le plan complémentaire pour les médecins-cadres (RMed) est un plan en primauté des cotisations qui prévoit la constitution d'un avoit de vieillesse assurant des prestations calculées sur la part variable de rémunération et sur la part du traitement annuel comprise entre CHF 250'000 et CHF 400'000.

3.2 FINANCEMENT, MÉTHODES DE FINANCEMENT

Chaque assuré est tenu de cotiser dès son affiliation à la Caisse et jusqu'à la survenance d'un cas d'assurance, mais au plus tard jusqu'à l'âge de 70 ans ou à la fin de l'affiliation à la Caisse. Les taux de cotisations sont appliqués aux traitements cotisants (traitement déterminant réduit d'un montant de coordination de CHF 17'150 à 100% (2024), adapté au degré d'occupation). **Voir le tableau ci-dessous.**

Dès le 1er janvier 2025, le montant de coordination s'élève à CHF 17'640 pour une activité à 100%.

Le plan complémentaire des médecins-cadres est financé par une cotisation de 10% appliquée au traitement soumis à ce plan, répartie par moitié à charge des assurés et de l'employeur.

Les frais de la gestion courante de la CPCN sont financés par une cotisation de 0.25% contenue dans la cotisation totale. Certaines prestations spécifiques sont facturées selon les tarifs mentionnés dans le Règlement sur les frais.

3.3 AUTRES INFORMATIONS SUR L'ACTIVITÉ DE PRÉVOYANCE

Conformément aux dispositions transitoires à la modification du 20.02.2018 de la LCPFPub,

les montants compensatoires financés par les employeurs ont été accordés aux assurés actifs au 01.01.2019. Au 31.12.2024, en application de ces dispositions, six dixièmes des montants compensatoires ont été acquis dans les prestations de libre passage des assurés.

Lors de sa séance du 20.12.2024, le Conseil d'administration de la Caisse a décidé d'octroyer un complément d'intérêt de 2.75% pour l'année 2024 aux assurés actifs présents au 31.12.2024, et aux assurés partis en retraite durant l'année, portant l'intérêt crédité total à 3.25% pour 2024.

Le Conseil d'administration a renoncé à une indexation des rentes au 1er janvier 2025, la priorité étant donnée à l'équilibre à long terme et à l'égalité de traitement. La CPCN ne dispose pas d'un financement spécifique, les cotisations étant déjà pesantes en capitalisation partielle avec le principe de «*rattrapage*» qu'elle intègre. Aussi, l'adaptation à l'évolution des prix agrège minutieusement toutes les contraintes (exigences, efforts, équilibre et équité) sans pouvoir conclure, pour l'instant, à disposer de ressources pour une indexation de rentes.

| AGE | PLAN DE BASE | | PPP | |
|---------------|--------------|------------|---------|------------|
| | Assurés | Employeurs | Assurés | Employeurs |
| 17 - 19 ans * | 0.76% | 1.14% | 0.76% | 1.14% |
| 20 - 29 ans | 8.70% | 14.70% | 11.25% | 16.45% |
| 30 - 39 ans | 9.20% | 14.70% | 11.75% | 16.45% |
| 40 - 49 ans | 9.80% | 14.70% | 12.35% | 16.45% |
| 50 - 59 ans | 10.60% | 14.70% | 13.15% | 16.45% |
| 60 - 70 ans | 10.80% | 14.70% | 13.35% | 16.45% |

* Assurés couverts uniquement contre les risques décès et invalidité.

4. PRINCIPES D'ÉVALUATION ET PRÉSENTATION DES COMPTES

4.1 CONFIRMATION DE LA PRÉSENTATION DES COMPTES SELON SWISS GAAP RPC 26

En application de l'article 47 OPP2, les comptes de la CPCN sont établis conformément à la recommandation comptable Swiss GAAP RPC 26 (ci-après : RPC 26).

4.2 PRINCIPES COMPTABLES ET D'ÉVALUATION

Voir le tableau ci-dessous.

4.3 MODIFICATION DES PRINCIPES COMPTABLES, D'ÉVALUATION ET DE PRÉSENTATION DES COMPTES

Néant.

| Rubriques | Principes d'évaluation |
|---|---|
| MONNAIES ÉTRANGÈRES | Converties en francs suisses, par le Global custodian, au cours des devises du dernier jour ouvrable de l'année. |
| LIQUIDITÉS, CRÉANCES À COURT TERME, DÉBITEURS, PRÊTS ET PLACEMENTS CHEZ L'EMPLOYEUR | Comptabilisés à leur valeur nominale, déduction faite le cas échéant des corrections de valeurs nécessaires. |
| TITRES | Comptabilisés à leur valeur boursière ou à la dernière valeur nette d'inventaire connue (notamment pour les placements alternatifs). |
| IMMEUBLES | <p>Évalués annuellement au 31 décembre selon la méthode de rendement. Cette dernière tient compte de la capitalisation de l'état locatif net au 1er décembre de l'exercice concerné.</p> <p>Dans le cas d'immeubles destinés à une démolition prochaine, l'application de la méthode de rendement est jugée non pertinente et ces biens sont portés au bilan à la valeur de marché du terrain, déduction faite des coûts de démolition estimés.</p> |
| IMMEUBLES EN COURS DE RÉNOVATION | Le montant des travaux est porté en augmentation de la valeur de l'immeuble en tenant compte des nouveaux états locatifs et du taux de capitalisation après travaux. |
| CONSTRUCTIONS EN COURS | Comptabilisées au coût de construction. |
| TERRAINS À BÂTIR | Évalués selon les prix du marché estimé. |
| CAPITAUX DE PRÉVOYANCE ET PROVISIONS TECHNIQUES | Calculés selon les bases techniques en application du Règlement sur les engagements de prévoyance. |

5. COUVERTURE DES RISQUES | RÈGLES TECHNIQUES | TAUX ET DEGRÉ DE COUVERTURE

5.1 NATURE DE LA COUVERTURE DES RISQUES ET RÉASSURANCE

Les risques couverts sont l'invalidité, le décès et la vieillesse. La CPCN est une institution autonome qui assure intégralement ses risques (art. 67 LPP, pas de réassurance). Elle dispose d'une *provision pour fluctuation des risques décès et invalidité*. Cette dernière est régie par le Règlement sur les engagements de prévoyance. Elle protège la Caisse contre les fluctuations liées à ces risques.

5.2 DÉVELOPPEMENT ET RÉMUNÉRATION DES AVOIRS-ÉPARGNE EN PRIMAUTÉ DES COTISATIONS

Le *Capital de prévoyance (CP) des assurés actifs* correspond aux capitaux épargne des assurés actifs et aux avoirs de vieillesse des invalides. Le détail

au 31 décembre, et l'évolution au cours de l'année, figurent dans les **tableaux ci-après**.

La différence entre le montant des *prestations de libre passage (sorties)*, des retraits EPL/ divorce et des prestations en capital à la retraite – présentés dans le **tableau ci-dessous** et le compte d'exploitation – correspond aux intérêts.

La différence de CHF 12'441 du poste *apports de libre passage* correspond à la prise en charge d'une différence de rente par un employeur pour une retraite partielle, et de CHF 8'330 du poste *primes uniques* pour un pont-AVS pris en charge par le même employeur (retraite partielle).

| | 31.12.2024 | 31.12.2023 | Évolution |
|---|----------------------|----------------------|-------------------|
| Assurés actifs (plan de base) | 3'122'523'734 | 3'060'868'921 | 61'654'813 |
| Invalides (plan de base) | 110'061'753 | 114'076'848 | -4'015'095 |
| Assurés actifs (plan des médecins-cadres) | 9'421'387 | 9'043'187 | 378'200 |
| Invalides (plan des médecins-cadres) | 3'262 | 0 | 3'262 |
| CAPITAL DE PRÉVOYANCE DES ASSURÉS ACTIFS | 3'242'010'136 | 3'183'988'956 | 58'021'180 |

| | 2024 | 2023 | Évolution |
|---|----------------------|----------------------|-------------------|
| Capital de prévoyance au début de l'exercice | 3'183'988'956 | 3'129'976'482 | 54'012'474 |
| Sorties transfert au 31.12 | 4'530'456 | 2'852'155 | 1'678'301 |
| Apports de libre passage | 71'811'170 | 73'268'337 | -1'457'167 |
| Attributions dispositions transitoires | 19'719'264 | 22'766'071 | -3'046'807 |
| Bonifications d'épargne | 239'627'963 | 242'022'973 | -2'395'010 |
| Primes uniques et rachats | 10'927'362 | 10'779'853 | 147'509 |
| Remboursements EPL/divorce | 4'330'224 | 3'613'205 | 717'019 |
| Rémunération des capitaux épargne | 96'707'721 | 67'471'667 | 29'236'054 |
| Transfert Entrées/Sorties | 1'004'669 | 1'078'063 | -73'394 |
| Affectation aux capitaux de prévoyance | 448'658'830 | 423'852'324 | 24'806'505 |

| | | | |
|---|----------------------|----------------------|--------------------|
| Prestations de libre passage (sorties) | -111'958'147 | -107'722'260 | -4'235'886 |
| Prestation en capital à la retraite | -30'125'509 | -21'828'182 | -8'297'328 |
| Prestation en capital au décès/invalidité | -101'188 | -109'984 | 8'796 |
| Retraits EPL | -16'703'086 | -15'313'382 | -1'389'704 |
| Retraits Divorce | -3'529'235 | -3'696'397 | 167'163 |
| Transfert aux CP des rentiers | -199'251'312 | -182'228'797 | -10'022'515 |
| Affectation aux capitaux de prévoyance | -361'668'477 | -337'899'002 | -23'769'475 |
| Différences techniques/correctifs rétroactifs | -15'407'641 | -14'467'054 | -940'587 |
| Variation de la norme minimale | -13'561'532 | -17'473'794 | 3'912'262 |
| CAPITAL DE PRÉVOYANCE À LA FIN DE L'EXERCICE | 3'242'010'136 | 3'183'988'956 | 58'021'180 |

En raison des arrondis au franc, de légères différences peuvent apparaître dans les totaux.

5.3 TOTAL DES AVOIRS DE VIEILLESSE SELON LA LPP (COMPTES TÉMOINS)

| | 31.12.2024 | 31.12.2023 | Évolution |
|------------------------------------|-------------------|-------------------|------------------|
| Total des avoirs de vieillesse LPP | 1'294'198'705 | 1'298'962'721 | -4'764'016 |
| Taux d'intérêt minimum LPP | 1.25% | 1.0% | +0.25 pt |

5.4 DÉVELOPPEMENT DU CAPITAL DE COUVERTURE POUR LES RENTIERS

Le *Capital de prévoyance (CP)* des rentiers correspond à la valeur actuelle des rentes servies et des rentes expectatives (futurs rentes de conjoints, par exemple), soit le montant nécessaire pour assumer le versement des rentes jusqu'à leur terme selon les bases techniques appliquées (réf. des bases techniques, **chiffre 5.7**).

Le détail se présente de la manière suivante :

| | 31.12.2024 | 31.12.2023 | Évolution |
|---|----------------------|----------------------|-------------------|
| Rentiers (plan de base) | 3'493'738'532 | 3'466'012'067 | 27'726'465 |
| Rentiers (plan des médecins-cadres) | 2'129'576 | 1'324'949 | 804'627 |
| CAPITAL DE PRÉVOYANCE DES RENTIERS | 3'495'868'108 | 3'467'337'016 | 28'531'092 |

5.5 RÉCAPITULATION, DÉVELOPPEMENT ET EXPLICATION DES PROVISIONS TECHNIQUES

Les provisions techniques ont été calculées conformément au Règlement sur les engagements (réf. des règlements, **chiffre 1.3**) :

| | 31.12.2024 | 31.12.2023 | Évolution |
|--|--------------------|--------------------|-------------------|
| Provision de longévité | 55'933'890 | 41'608'045 | 14'325'845 |
| Provision pour abaissement du taux technique | 0 | 0 | 0 |
| Provision pour dispositions transitoires | 46'067'706 | 66'746'001 | -20'678'295 |
| Provision pour fluctuation des risques | 14'280'000 | 14'280'000 | 0 |
| Provision pour événement spéciaux | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL DES PROVISIONS TECHNIQUES | 116'281'596 | 122'634'046 | -6'352'450 |

La **provision de longévité** a pour but de prendre en compte l'accroissement de l'espérance de vie. Elle sert à financer l'augmentation des capitaux de prévoyance lors d'un changement de bases techniques. Elle est constituée à hauteur de 0.4% des capitaux de prévoyance des bénéficiaires de rentes depuis l'année de projection des bases techniques appliquées (LPP2020 (P2020)). Elle est constituée à hauteur de 1.6% des capitaux de prévoyance des rentiers au 31.12.2024.

Aucune **provision pour abaissement du taux technique** n'est constituée au 31.12.2024.

La **provision pour dispositions transitoires** a été créée suite au changement de primauté. Dans la mesure où les montants compensatoires sont acquis à raison d'un dixième par année, la provision a pour but de financer l'acquisition ultérieure des attributions dans les prestations de libre passage des assurés. Au 31.12.2024, la provision correspond au total des montants compensatoires à créditer sur les prestations de libre passage des assurés actifs concernés.

La **provision pour fluctuation des risques décès et invalidité** est déterminée par l'expert à chaque expertise actuarielle. Elle a pour but d'atténuer les fluctuations défavorables des risques décès et invalidité des assurés actifs et correspond au montant permettant de couvrir les sinistres avec une probabilité de 97.5% pendant deux années consécutives.

Aucune **provision pour évènements spéciaux** n'est constituée au 31.12.2024.

5.6 RÉSULTAT DE LA DERNIÈRE EXPERTISE ACTUARIELLE

La dernière expertise actuarielle a été établie au 31.12.2024. Dans son rapport, l'expert atteste que les dispositions réglementaires de nature actuarielle et relatives aux prestations et au financement sont conformes aux prescriptions légales (art. 52e LPP) et que la CPCN respecte son plan de financement. Les bases techniques utilisées sont adéquates et les provisions constituées sont conformes aux exigences réglementaires. Les mesures prises pour couvrir les risques actuariels sont suffisantes et l'équilibre financier à long terme est assuré compte tenu des hypothèses retenues, du financement actuel et du plan de prévoyance en vigueur.

5.7 BASES TECHNIQUES ET AUTRES HYPOTHÈSES SIGNIFICATIVES SUR LE PLAN ACTUARIEL

La Caisse applique les bases techniques LPP 2020 (P2020) et un taux technique de 1.75%.

5.8 MODIFICATION DES BASES ET HYPOTHÈSES TECHNIQUES

Aucune modification.

5.9 DEGRÉ DE COUVERTURE (ART. 44 OPP2) ET TAUX DE COUVERTURE (ART. 72A LPP)

La Caisse applique le système de la capitalisation partielle fondé sur le principe de la pérennité, avec l'approbation de l'Autorité de surveillance et la garantie de la corporation de droit public.

Le plan de recapitalisation (art. 72a LPP) doit permettre d'assurer l'équilibre financier à long terme, de couvrir intégralement les engagements pris envers les bénéficiaires de rentes, de maintenir les taux de couverture (taux global et celui des actifs) au moins à leur valeur initiale, et d'atteindre un taux de couverture global d'au moins 80% à l'horizon de 2052. Il a été attesté par l'expert agréé et approuvé par l'autorité de surveillance LPP par sa décision du 11.11.2013 et la Caisse dispose de la garantie de la corporation de droit public au sens de l'art. 72c LPP :

| 1er janvier | Taux de couverture | | |
|-------------|--------------------|------|-------|
| | | 2037 | 79.0% |
| 2022 | 67.7% | 2038 | 79.7% |
| 2023 | 68.4% | 2039 | 80.5% |
| 2024 | 69.1% | 2040 | 81.3% |
| 2025 | 69.9% | 2041 | 82.1% |
| 2026 | 70.7% | 2042 | 82.9% |
| 2027 | 71.5% | 2043 | 83.8% |
| 2028 | 72.3% | 2044 | 84.6% |
| 2029 | 73.0% | 2045 | 85.4% |
| 2030 | 73.8% | 2046 | 86.2% |
| 2031 | 74.5% | 2047 | 87.1% |
| 2032 | 75.2% | 2048 | 87.9% |
| 2033 | 75.9% | 2049 | 88.7% |
| 2034 | 76.7% | 2050 | 89.5% |
| 2035 | 77.5% | 2051 | 90.3% |
| 2036 | 78.2% | 2052 | 91.1% |

Les taux initiaux, au 01.01.2012, étaient de 50.7% (taux global) et de 0.0% (taux des assurés actifs).

La vérification périodique (art. 72d LPP) du respect du plan (tous les cinq ans) a fait l'objet d'un rapport de l'expert agréé daté du 16.08.2022.

Le taux de couverture est donc déterminé par avance comme les étapes du *chemin de croissance*. La réserve de fluctuation de valeur (RFV) joue le rôle de coussin de sécurité permettant de compenser les fluctuations boursières. Elle est utilisée si l'évolution durant l'année est moins favorable que ne le prévoit le *chemin de croissance*. À l'inverse, lorsque le taux de couverture s'améliore davantage sur l'année courante que ne le prévoit le plan de recapitalisation, alors l'excédent est utilisé pour alimenter la RFV.

En ajoutant la RFV à la fortune disponible de la Caisse, cela détermine le degré de couverture (DC) au sens des prescriptions de l'article 44 OPP2. Le

degré de couverture au 31.12.2024/01.01.2025 est de **81.8%**. Cette valeur permet à la fois de mesurer la sécurité par rapport au plan de recapitalisation et de disposer d'une valeur de comparaison avec les autres institutions de prévoyance.

En synthèse, comme le degré de couverture (DC) au 31.12.2024 est supérieur au taux de couverture (TC) défini selon le *chemin de croissance* établi, une réserve de fluctuation de valeur (RFV) de CHF 818 millions est disponible à cette même date.

Elle assure la sécurité du *chemin de croissance* (**plan de recapitalisation**) à long terme.

Le détail du calcul du degré de couverture se présente de la manière suivante :

| | 31.12.2024 | 31.12.2023 | Évolution |
|---|----------------------|----------------------|--------------------|
| Capital de prévoyance des assurés actifs (chiffre 5.2) | 3'242'010'136 | 3'183'988'956 | 58'021'180 |
| Capital de prévoyance des bénéficiaires de rentes (chiffre 5.4) | 3'495'868'108 | 3'467'337'016 | 28'531'092 |
| Provisions techniques (chiffre 5.5) | 116'281'596 | 122'634'046 | -6'352'450 |
| Engagements de prévoyance (E) | 6'854'159'840 | 6'773'960'018 | 80'199'822 |
| Fortune requis e selon art. 72a LPP (TC x E) | 4'791'057'728 | 4'680'806'372 | 110'251'356 |
| RFV (F – fortune requise art. 72a LPP) | 817'969'588 | 527'966'135 | 290'003'453 |
| Fortune disponible selon art. 44 OPP2 (F) | 5'609'027'316 | 5'208'772'507 | 400'254'809 |
| Découvert technique selon art. 44 OPP2 | -1'245'132'524 | -1'565'187'511 | +320'054'987 |
| DEGRÉ DE COUVERTURE SELON ART. 44 OPP2 | 81.8% | 76.9% | +4.9 PTS |
| Degré de couverture des actifs (DCA) | 62.3% | 52.1% | +10.2 pts |

En tant qu'institution de prévoyance de droit public en capitalisation partielle, la CPCN est soumise aux articles 72a et suivants de la LPP. Le taux de couverture selon l'article 72a LPP est calculé afin de contrôler le suivi du *chemin de croissance*. Il se présente comme **ci-dessous**. L'écart entre le taux de couverture selon l'article 72a LPP et le degré de couverture selon l'article 44 OPP2 correspond à la réserve de fluctuation de valeur. Elle représente ainsi 11.9% (81.8% - 69.9%) des engagements de prévoyance au 31.12.2024 (7.8% au 31.12.2023).

| | 31.12.2024 | 31.12.2023 | Évolution |
|--|----------------------|----------------------|--------------------|
| Engagements de prévoyance (E) | 6'854'159'840 | 6'773'960'018 | 80'199'822 |
| Fortune requise selon art. 72a LPP (TC x E) | 4'791'057'728 | 4'680'806'372 | 110'251'356 |
| Découvert technique selon art. 72a LPP | -2'063'102'112 | -2'093'153'646 | +30'051'534 |
| TAUX DE COUVERTURE SELON ART. 72A LPP | 69.9% | 69.1% | +0.8 PT |
| Taux de couverture des actifs (TCA) | 37.5% | 35.9% | +1.6 pt |

5.10 PROVISIONS NON TECHNIQUES

PROVISIONS RELATIVES À L'EX-CPC

Les provisions (non techniques) ont été calculées conformément au Règlement sur l'utilisation des fonds résiduels de l'ex-CPC (Caisse de pensions du personnel communal de la Ville de La Chaux-de-Fonds) du 20 novembre 2014 (cf. **chiffre 1.3**) :

| | | 31.12.2024 | 31.12.2023 | Évolution |
|---|--------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| PROV. POUR PRÉSERVATION DU FINANCEMENT | Assurés actifs | 5'761'200 | 6'580'940 | -819'740 |
| | Rentes compensatoires (actifs) | 1'776'241 | 2'146'335 | -370'094 |
| | Bénéficiaires de rentes | 47'447 | 46'860 | 587 |
| PROVISIONS EX-CPC* | | 7'584'887 | 8'774'134 | -1'189'247 |

* compte tenu de l'arrondi au franc, une légère différence peut apparaître dans les totaux.

La provision pour préservation du financement des bénéficiaires de rentes a été épuisée lors de la dernière indexation au 01.01.2020. Elle conserve toutefois un solde de 47'447 francs au 31.12.2024 correspondant au montant d'indexation rétroactive restant à payer :

| | Assurés actifs | Rentes compensatoires | Bénéficiaires de rentes | Total |
|--|-----------------------|----------------------------------|------------------------------------|------------------|
| Au début de l'exercice | 6'580'940 | 2'146'335 | 46'860 | 8'774'134 |
| Réduction annuelle des cotisations des assurés actifs | -896'581 | 0 | 0 | -896'581 |
| Capital de prévoyance nécessaire pour verser les nouvelles rentes compensatoires | 0 | -394'677 | 0 | -394'677 |
| Rémunération taux LPP 1.25%* | 76'841 | 24'583 | 587 | 102'011 |
| PROVISIONS AU 31.12.2024 | 5'761'200 | 1'776'241 | 47'447 | 7'584'887 |

* présenté comme variation des provisions relatives aux fonds résiduels ex-CPC dans le compte d'exploitation.

PROVISIONS RELATIVES À L'EX-FPMSP

Les provisions (non techniques) ont été calculées conformément au Règlement d'utilisation des fonds résiduels de l'ex-FPMSP (Fondation de prévoyance de la maison de Santé de Préfargier) du 21.06.2019 (cf. **chiffre 1.3**) :

| | | 31.12.2024 | 31.12.2023 | Évolution |
|---|--------------------------------|-------------------|-------------------|------------------|
| PROV. POUR PRÉSERVATION DU FINANCEMENT | Assurés actifs | 1'361'104 | 1'530'507 | -169'403 |
| | Rentes compensatoires (actifs) | 2'118'223 | 2'278'484 | -160'261 |
| | Bénéficiaires de rentes | 57'445 | 56'734 | 711 |
| PROVISIONS EX-FPMSP* | | 3'536'772 | 3'865'725 | -328'953 |

* compte tenu de l'arrondi au franc, une légère différence peut apparaître dans les totaux.

L'évolution de ces provisions se présente ci-dessous:

| | Assurés actifs | Rentes compensatoires | Bénéficiaires de rentes | Total |
|--|-----------------------|------------------------------|--------------------------------|------------------|
| Au début de l'exercice | 1'530'507 | 2'278'484 | 56'734 | 3'865'725 |
| Réduction annuelle des cotisations des assurés actifs | -187'403 | 0 | 0 | -187'403 |
| Capital de prévoyance nécessaire pour verser les nouvelles rentes compensatoires | 0 | -187'455 | 0 | -187'455 |
| Rémunération taux LPP 1.25%* | 18'000 | 27'194 | 711 | 45'905 |
| PROVISIONS AU 31.12.2024 | 1'361'104 | 2'118'223 | 57'445 | 3'536'772 |

* présenté comme variation des provisions relatives aux fonds résiduels ex-FPMSP dans le compte d'exploitation.

6. EXPLICATIONS RELATIVES AUX PLACEMENTS ET AU RÉSULTAT NET DES PLACEMENTS

6.1 ORGANISATION DE L'ACTIVITÉ DE PLACEMENTS

Le Règlement d'organisation précise les compétences de chaque organe de la Caisse.

Le Conseil d'administration valide la gouvernance, la stratégie des placements et les règlements y relatifs (placements, biens immobiliers et prêts). Conformément aux dispositions légales, la gestion de la fortune est confiée à la Commission de placements. Les missions de cette dernière sont spécifiées à l'article 17 du Règlement d'organisation. Elle assume notamment les tâches de suivi de l'allocation stratégique, du respect des marges tactiques, ainsi que des principes de *rebalancement* mécanique. Elle est systématiquement tenue informée de l'évolution des placements par le secteur Gestion de fortune, ainsi que par les rapports externes de l'*investment controller* (qui agit de manière indépendante).

La gestion opérationnelle des actifs de la CPCN est confiée au secteur Gestion de fortune. Les liquidités, les prêts et l'immobilier direct sont gérés par l'Administration de la Caisse. La gestion des autres classes d'actifs est déléguée à des gérants d'actifs tiers. En raison de performances en dessous des attentes, la Caisse a résilié les mandats de deux gérants, l'un en actions suisses et l'autre en actions émergentes. **Voir tableau page 41.**

La CPCN veille à l'application des dispositions légales sur la loyauté et demande chaque année à ses mandataires d'attester le respect de l'article 48k de l'OPP2 sur la restitution des avantages financiers (rétrocessions). Les rétrocessions annoncées perçues au titre de l'exercice 2024 sont indiquées au **chiffre 9.7**

Le Règlement sur les placements de la fortune de la Caisse (RPlac) répond aux exigences de l'entrée en vigueur de la LIMF (Loi sur l'infrastructure des marchés financiers).

La Caisse exerce ses droits de vote conformément aux dispositions légales en la matière et a publié sur son site Internet les rapports d'informations relatifs à l'exercice 2024.

La Caisse est membre de l'Ethos Engagement Pool Suisse et de l'Ethos Engagement Pool International dans le but d'assurer un engagement responsable au niveau environnemental, social et de bonne gouvernance pour l'ensemble de ses investissements.

Les lignes directrices d'investissement responsable renseignent sur les objectifs visés par la Caisse en matière de durabilité.

| | | Style de gestion au 31.12.2024* | Début du mandat | Fin du mandat |
|---|--|------------------------------------|--------------------|---------------|
| LIQUIDITÉS | Gestion effectuée en interne | Actif | 01.01.2010 | — |
| PRÊTS | Gestion effectuée en interne | Actif | 01.01.2010 | — |
| | MoneyPark/Finovo | Actif | 29.01.2021 | — |
| OBLIGATIONS EN CHF | Banque CIC | Actif | 08.07.2010 | — |
| | ZKB - Banque Cantonale de Zurich | Passif | 05.03.2014 | — |
| OBLIGATIONS GOUVERNEMENTALES EN MONNAIES ÉTRANGÈRES (ME) | Credit Suisse (société du Groupe UBS) | Passif | 08.04.2014 | — |
| | UBS | Actif | 08.04.2014 | — |
| OBLIGATIONS D'ENTREPRISES EN ME | Credit Suisse (société du Groupe UBS) | Passif | 08.04.2014 | — |
| | UBS | Actif | 08.04.2014 | — |
| ACTIONS SUISSES | UBS | Passif | 01.01.2010 | — |
| | Vontobel Asset Management | Smart Beta | 27.06.2019 | — |
| | Tobam | Smart Beta | 20.08.2019 | — |
| | Rieter Fischer | Smart Beta | 03.02.2021 | 04.06.2024 |
| ACTIONS INTERNATIONALES | Pictet Asset Management | Passif | 15.11.2010 | — |
| | ZKB/Swisscanto Fondations de placement | Passif | 28.06.2012 | — |
| | J. Safra Sarasin | Smart Beta | 01.10.2019 | — |
| | Tobam | Smart Beta | 29.10.2019 | — |
| | Pictet Asset Management | Smart Beta | 29.01.2021 | — |
| ACTIONS INTERNATIONALES SMALL CAP | Pictet | Passif | 31.01.2020 | — |
| ACTIONS MARCHÉS ÉMERGENTS | Vontobel Asset Management | Actif | 22.11.2010 | 21.06.2024 |
| | Goldman Sachs | Actif | 11.03.2016 | — |
| | Pictet Asset Management | Smart Beta | 01.09.2021 | — |
| IMMOBILIER SUISSE DIRECT | Gestion financière et architecturale effectuée en interne | Actif | 01.01.2010 | — |
| IMMOBILIER SUISSE INDIRECT | Banque Cantonale Vaudoise | Actif | 20.05.2011 | — |
| | Banque Cantonale Vaudoise (Immoselect) | Actif | 30.09.2015 | — |
| | Maerki Baumann & Co | Actif | 25.11.2014 | — |
| PLACEMENTS ALTERNATIFS (PRIVATE EQUITY) | Partners Group | Actif | 13.11.2012 | — |
| | Renaissance | Actif | 01.01.2010 | — |
| COUVERTURE MONÉTAIRE | Credit Suisse (société du Groupe UBS) | Passif | 01.01.2011 | — |

* La gestion active a pour but de surperformer l'indice de référence du portefeuille géré. Le gestionnaire sélectionne de manière discrétionnaire les produits, titres ou secteurs susceptibles de croître plus vite que le marché, par opposition à la gestion passive ou indicielle, qui elle a pour objectif de répliquer fidèlement les performances d'un indice de référence. L'approche *smart beta* se situe entre la gestion active et passive. Se basant sur l'exploitation de facteurs (primes de risques alternatives par opposition au beta du marché = approche passive) et sur une construction quantitative et systématique des portefeuilles, elles ont pour objectif d'améliorer leur efficacité grâce à une meilleure diversification.

Les immeubles sont gérés par les gérances immobilières qui se trouve dans le tableau ci-dessous.

| | Début du mandat | Fin du mandat |
|--|-----------------|---------------|
| Agence Immobilière et Commerciale SA Fidimmobil, Neuchâtel | 01.01.2010 | — |
| Gérance CPCN (gérance interne), La Chaux-de-Fonds | 01.01.2012 | — |
| SBL, La Chaux-de-Fonds | 01.01.2010 | — |
| SBL, Neuchâtel | 01.01.2010 | — |
| Société Coopérative d'Habitation Lausanne (SCHL), Lausanne | 01.01.2010 | — |
| Naef Immobilier Neuchâtel SA, Neuchâtel | 01.01.2010 | — |
| Naef Immobilier Nyon SA, Nyon | 01.01.2010 | — |
| Régie de Fribourg SA, Fribourg | 01.01.2010 | — |
| Lamy Résidences (Suisse) SA / Pilet & Renaud SA, Genève | 01.10.2018 | — |
| Régie Immobilière Jouval SA, Neuchâtel | 01.01.2010 | — |
| KUNZLE FIDUCIAIRE ET GERANCE SA, Monthey | 01.01.2016 | — |
| Imalp Thyon SA, Thyon-Les Collons | 01.10.2018 | — |

À l'exception de la SCHL et de la Gérance communale de la Ville de La Chaux-de-Fonds (SBL), les gérances font partie de l'USPI (Union suisse des professionnels de l'immobilier). La SCHL est membre de l'Armoup (Association romande des maîtres d'ouvrage d'utilité publique).

De plus, la Caisse a un partenariat avec la société Coucou&Co Sàrl concernant la location de 3 appartements meublés pour de courtes durées.

6.2 UTILISATION DES EXTENSIONS (ART. 50 AL. 4 OPP 2)

Au 31.12.2024, les limites de placements selon OPP2 sont respectées et la Caisse n'a pas fait usage des extensions de placements au sens de l'article 50, alinéa 4, OPP2.

6.3 OBJECTIF ET CALCUL DE LA RÉSERVE DE FLUCTUATION DE VALEUR

Au 31.12.2024, la Caisse dispose d'une réserve de fluctuation de valeur (RFV) de 818 millions de francs.

La valeur-cible de la RFV est fixée à 18.0% de la fortune disponible de la Caisse selon l'art. 44 OPP2 (cf. **chiffre 5.9**), soit 1'009 millions de francs (valeur au 31.12.2024). Ainsi, à la fin de l'exercice écoulé, la RFV atteint 81% de sa valeur-cible, soit 14.6% de la fortune disponible et 11.9% des engagements de prévoyance.

| | 2024 | 2023 |
|---|--------------------|--------------------|
| Au début de l'exercice | 527'966'135 | 342'758'963 |
| Constitution/Dissolution | 290'003'453 | 185'207'172 |
| MONTANT DE LA RFV À LA FIN DE L'EXERCICE | 817'969'588 | 527'966'135 |

6.4 PRÉSENTATION DES PLACEMENTS PAR CATÉGORIES

La présentation des classes d'actifs selon l'allocation stratégique nécessite un ajustement de la répartition de l'actif du bilan aux normes RPC 26. Ainsi, au 31.12.2024, les comptes liquidités liés aux mandataires et les opérations sur devises à terme sont répartis dans leurs classes d'actifs respectives. Les créances à court terme, composées de comptes à terme auprès des banques et de débiteurs (y compris CHF 20.0 millions¹ de placements chez l'employeur) sont classés dans les liquidités. Les prêts sont regroupés dans une seule classe et incluent CHF 18.6 millions de placements chez l'employeur correspondants à des emprunts octroyés aux employeurs dans le cadre de la recapitalisation de la Caisse ou pour financer leurs hypothèques.

Au 31.12.2024, l'allocation par classe d'actifs se présente ainsi :

| Classes d'actifs (en millions)* | ALLOCATION | | | | | | |
|---------------------------------------|----------------|---------------|----------------|---------------|-------|--------|-------|
| | 31.12.2024 | | 31.12.2023 | | Min. | Strat. | Max. |
| Liquidités | 132.8 | 2.3% | 162.9 | 3.1% | 0.0% | 2.0% | 4.0% |
| Prêts | 208.1 | 3.7% | 198.0 | 3.8% | 1.0% | 5.0% | 9.0% |
| Obligations en CHF | 1'132.3 | 20.0% | 1'076.2 | 20.5% | 16.0% | 20.0% | 24.0% |
| Obligations en monnaies étrangères | 594.3 | 10.5% | 465.7 | 8.8% | 8.0% | 11.0% | 14.0% |
| Obligations gouvernementales en ME | 373.5 | 6.6% | 263.8 | 5.0% | 5.0% | 7.0% | 9.0% |
| Obligations d'entreprises en ME | 220.8 | 3.9% | 201.9 | 3.8% | 3.0% | 4.0% | 5.0% |
| Actions suisses | 489.6 | 8.6% | 463.0 | 8.8% | 7.0% | 9.0% | 11.0% |
| Actions étrangères | 1'486.3 | 26.2% | 1'362.2 | 25.9% | 17.0% | 23.0% | 29.0% |
| Actions internationales | 1'165.9 | 20.6% | 1'079.7 | 20.5% | 14.0% | 18.0% | 22.0% |
| Actions internationales small cap | 149.1 | 2.6% | 132.2 | 2.5% | 1.0% | 2.0% | 3.0% |
| Actions marchés émergents | 171.4 | 3.0% | 150.2 | 2.9% | 2.0% | 3.0% | 4.0% |
| Immobilier | 1'463.2 | 25.8% | 1'384.5 | 26.3% | 17.0% | 26.0% | 35.0% |
| Immeubles | 970.2 | 17.1% | 949.6 | 18.0% | 11.0% | 18.0% | 25.0% |
| Immobilier suisse indirect | 493.0 | 8.7% | 434.9 | 8.3% | 6.0% | 8.0% | 10.0% |
| Placements alternatifs | 161.6 | 2.9% | 150.1 | 2.9% | 0.0% | 4.0% | 6.0% |
| Private equity | 161.6 | 2.9% | 150.1 | 2.9% | 0.0% | 4.0% | 6.0% |
| Total des placements | 5'668.2 | 100.0% | 5'262.5 | 100.0% | | | |
| Compte de régularisation actif | 1.3 | | 0.5 | | | | |
| TOTAL DE L'ACTIF | 5'669.5 | | 5'263.1 | | | | |

* Compte tenu de l'arrondi au million, de légères différences peuvent apparaître dans les totaux.

La diminution des liquidités est due au financement des prêts, aux investissements dans l'immobilier direct et au résultat de la couverture monétaire, avec un coût de CHF 21.9 millions en raison de la forte hausse des principales devises contre le franc suisse en 2024. Les prêts hypothécaires gérés en interne ont augmenté de CHF 4.2 millions, alors que l'augmentation des immeubles s'explique par les rénovations et les nouvelles constructions en cours. Le taux de capitalisation moyen pondéré par la valeur des immeubles, sans les terrains, s'élève à 6.65%.

Les variations des autres classes d'actifs sont dues à la performance des marchés. Au 31.12.2024, toutes les classes d'actifs respectent l'allocation stratégique.

¹ Principalement des cotisations à recevoir.

6.5 INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS EN COURS (OUVERTS)

Les opérations à terme ouvertes au 31.12.2024 respectent l'article 56a OPP2. La Caisse répond aux dispositions entrant dans le champ d'application de la LIMF (Loi sur les infrastructures des marchés financiers).

Le montant des opérations sur devises à terme au bilan représente la différence de cours des contrats ouverts entre le terme et le jour de la clôture des comptes. Il peut donc s'agir d'une position active ou d'un correctif d'actif au bilan. Au 31.12.2024, les contrats de change à terme ouverts enregistrent une perte nette non réalisée de CHF 44.1 millions, traduisant les hausses de toutes les devises face au franc suisse depuis leur dernier renouvellement.

Sur l'ensemble de l'année 2024, la couverture monétaire a engendré une dépense de CHF 21.9 millions. Au 31.12.2024, le montant des devises étrangères couvertes s'élève à CHF 1'289 millions, représentant au total 56% des placements en monnaies étrangères (57% en 2023).

| | 31.12.2024 | | 31.12.2023 | |
|-----------------------------------|----------------------|-------------|----------------------|-------------|
| Monnaies étrangères couvertes | 1'289'226'702 | 23% | 1'109'458'236 | 21% |
| Monnaies étrangères non couvertes | 996'342'302 | 18% | 831'931'108 | 16% |
| Francs suisses | 3'383'903'561 | 60% | 3'321'678'592 | 63% |
| TOTAL DE L'ACTIF | 5'669'472'565 | 100% | 5'263'067'935 | 100% |

Compte tenu des arrondis, de légères différences peuvent apparaître dans les totaux.

6.6 AUTRES ENGAGEMENTS

Pour le *private equity*, les souscriptions effectives correspondant aux appels de capitaux interviennent à intervalles irréguliers, en fonction des opportunités d'investissement déterminées par les gérants dans le cadre de leur mandat.

Selon ce principe, les engagements restant à libérer après la date de clôture du 31.12.2024 sont de EUR 133'458'647 pour le mandat Partners Group (31.12.2023 : EUR 148'196'700).

Dans le cadre des contrats de construction/rénovation en cours des immeubles, le montant engagé au 31.12.2024 est de CHF 18'793'279 (31.12.2023 : CHF 53'744'143).

6.7 VALEURS DE MARCHÉ ET CO-CONTRACTANTS DES TITRES EN SECURITIES LENDING

La CPCN a conclu un contrat de prêt de titres avec le Credit Suisse. Au 31.12.2024, le total des titres prêtés s'élève à CHF 45'958'352 (CHF 12'335'197 un an auparavant) et a rapporté CHF 48'349 (2023 : CHF 74'127). Le prêt de titres est couvert par des garanties du Credit Suisse pour un total de CHF 47'025'885 (CHF 12'746'833 au 31.12.2023) qui correspondent au minimum à des titres liquides de premier ordre et diversifiés. La Loi sur les placements collectifs et ses dispositions d'exécution s'appliquent par analogie au sens de l'article 53, alinéa 6, OPP2.

6.8 EXPLICATION DU RÉSULTAT NET DES PLACEMENTS

Retrouvez **ci-après** la comparaison de la performance brute 2024 des classes d'actifs avec leur indice. À l'exception des obligations étrangères, toutes les classes d'actifs ont affiché des performances positives. Par rapport à son indice de référence, le portefeuille a réalisé une performance brute inférieure de 38 points de base². Elle s'explique par la mauvaise sélection de titres dans l'immobilier (suisse) indirect, le *private equity* et les actions internationales. Cette sous-performance a été légèrement réduite par la surpondération des actions internationales et, à l'inverse, la sous-pondération de l'immobilier direct.

| Placements | Indice | PERFORMANCE AU 31.12.24 (%) | | | |
|-----------------------------|----------------------------------|-----------------------------|-------------|--------------|--------------|
| | | Portefeuille | Indice | Différence | Contribution |
| Liquidités | CGBI CHF 3M Euro Deposit | 0.5 | 1.2 | -0.66 | 0.02 |
| Prêts | Rdmt constant de 1.1% | 1.3 | 1.3 | 0.03 | 0.05 |
| Obligations en CHF | SBI AAA-BBB | 5.5 | 5.3 | 0.14 | 1.10 |
| Obligations en ME * | Indice composite oblig. ME * | -1.0 | -1.5 | 0.56 | |
| Oblig. gouvern. en ME * | Citigroup WGBI ex CH * | -1.4 | -2.0 | 0.60 | -0.07 |
| Oblig. entreprises en ME * | Bloomberg Corp. ex CH * | -0.3 | -0.8 | 0.49 | 0.00 |
| Actions suisses | SPI | 5.3 | 6.2 | -0.86 | 0.48 |
| Actions étrangères * | Indice composite act. étr. * | 19.6 | 21.0 | -1.44 | |
| Actions internationales * | MSCI World DM ex CH * | 21.2 | 22.7 | -1.54 | 3.92 |
| Actions intern. small cap * | MSCI W DM Sm Cap ex CH * | 12.7 | 12.2 | 0.47 | 0.32 |
| Actions marchés émergents | MSCI EM | 14.6 | 15.8 | -1.15 | 0.42 |
| Immobilier | Indice composite immobilier | 6.7 | 6.7 | -0.06 | |
| Immobilier suisse direct | Rdmt constant de 2.0% | 3.3 | 2.4 | 0.91 | 0.59 |
| Immobilier suisse indirect | SXI Real Estate Funds | 14.0 | 17.6 | -3.60 | 1.13 |
| Placements alternatifs * | Indice composite plac. alt. * | 9.3 | 17.9 | -8.51 | |
| <i>Private equity</i> * | MSCI World DM + 1% * | 9.3 | 17.9 | -8.51 | 0.26 |
| PORTFEUILLE * | INDICE COMPOSITE GLOBAL * | 8.22 | 8.60 | -0.38 | 8.22 |

* Couvert entièrement ou en partie contre le risque de change.

** Compte tenu de l'arrondi au centième, de légères différences peuvent apparaître dans les totaux.

² 1 point de base = 0.01%.

6.9 EXPLICATIONS DES FRAIS DE GESTION DE LA FORTUNE

| Frais de gestion de la fortune** | 2024 | | 2023 | |
|---|-------------------------|----------------------|-------------------------|----------------------|
| | En CHF | En % des plc. trans. | En CHF | En % des plc. trans. |
| Frais de gestion | 18'838'745.81 | 0.33% | 13'891'940.50 | 0.26% |
| Frais de gestion externe Titres | 13'240'671.91 | 0.23% | 8'860'288.16 | 0.17% |
| Honoraires de gestion | 4'390'176.72 | 0.08% | 4'449'054.09 | 0.08% |
| Frais indirects TER | 9'859'162.00 | 0.17% | 4'980'612.50 | 0.09% |
| Rétrocessions | -1'007'480.86 | -0.02% | -566'559.78 | -0.01% |
| Securities lending | -1'185.95 | 0.00% | -2'818.65 | 0.00% |
| Frais de gestion interne* | 2'026'290.79 | 0.04% | 1'965'729.86 | 0.04% |
| Frais de gestion immobilier direct | 3'571'783.11 | 0.06% | 3'065'922.48 | 0.06% |
| Frais de dépositaires | 98'883.16 | 0.00% | 152'177.20 | 0.00% |
| Droit de garde | 98'883.16 | 0.00% | 152'177.20 | 0.00% |
| Total Expense Ratio (TER) | 18'937'628.97 | 0.33% | 14'044'117.70 | 0.27% |
| Frais de courtage | 68'113.52 | 0.00% | 143'653.32 | 0.00% |
| Timbre | 97'486.04 | 0.00% | 37'171.47 | 0.00% |
| Frais de livraison | 32'008.25 | 0.00% | 31'321.73 | 0.00% |
| Coûts de transactions et taxes (TTC) | 197'607.81 | 0.00% | 212'146.52 | 0.00% |
| Frais de reporting | 91'344.50 | 0.00% | 89'907.96 | 0.00% |
| Honoraires compta titres | 27'025.00 | 0.00% | 26'925.00 | 0.00% |
| Registre du droit de timbre | 0.00 | 0.00% | 0.00 | 0.00% |
| Frais des consultants* | 246'968.75 | 0.00% | 89'546.70 | 0.00% |
| Organe de révision* | 28'800.00 | 0.00% | 29'568.00 | 0.00% |
| Autorité de surveillance* | 8'704.05 | 0.00% | 8'250.00 | 0.00% |
| Coûts supplémentaires (SC) | 402'842.30 | 0.01% | 244'197.66 | 0.00% |
| TOTAL DES FRAIS DE GESTION DE LA FORTUNE | 19'538'079.08 | 0.34% | 14'500'461.88 | 0.28% |
| Frais d'administration (hors fortune) | 2'460'039.03 | 0.04% | 2'527'930.13 | 0.05% |
| TOTAL DES FRAIS | 21'998'118.11 | 0.39% | 17'028'392.01 | 0.32% |
| Placements transparents | 5'663'403'801.52 | | 5'258'776'121.43 | |

* Voir **chiffre 7.7** (CHF 2'310'763.59).

** Compte tenu de l'arrondi au centième, de légères différences peuvent apparaître dans les totaux.

Proportionnellement aux placements transparents (**voir ci-après**), le *Total des frais de gestion de la fortune* a augmenté de 6 points de base en 2024. Ce résultat s'explique par une hausse des *Frais indirects TER* du *private equity*. Cette dernière est en partie compensée par l'augmentation des *Rétrocessions*.

Les *Rétrocessions* ont augmenté en raison de rabais sur les frais de gestion de CHF 994'935.13 accordée par le gérant du *private equity*.

Les revenus du *Securities lending* sont principalement perçus dans le cadre du fonds à investisseur unique et sont inclus dans la valeur nette d'inventaire de ce dernier (cf. **chiffre 6.7**). Le montant de CHF 1'185.95 ne concerne que le prêt de titres de l'immobilier indirect.

Afin de disposer d'une vision globale, le **tableau ci-avant** présente également les autres frais de l'administration de la Caisse. L'intégralité des frais de la gestion de la Caisse représente 0.39% des placements transparents (0.32% en 2023).

6.10 TAUX DE TRANSPARENCE EN MATIÈRE DE FRAIS

Le tableau ci-dessous détaille les placements transparents :

| Détail des placements transparents | 2024 | | 2023 | |
|--|-------------------------|----------------|-------------------------|----------------|
| | En CHF | En % | En CHF | En % |
| Fonds de placements transparents | 4'346'987'322.19 | 76.67% | 3'879'768'801.28 | 73.72% |
| Placements directs transparents | 1'316'416'479.33 | 23.22% | 1'379'007'320.15 | 26.20% |
| TOTAL DES PLACEMENTS TRANSPARENTS | 5'663'403'801.52 | 99.89% | 5'258'776'121.43 | 99.92% |
| Placements non transparents (cf. ci-après) | 6'068'763.75 | 0.11% | 4'291'814.03 | 0.08% |
| TOTAL DE L'ACTIF | 5'669'472'565.27 | 100.00% | 5'263'067'935.46 | 100.00% |

Le taux de transparence en matière de frais au sens des directives de la CHS PP D02/2013 est passé de 99.92% à 99.89% en 2024 en raison d'une nouvelle position (cf. **tableau ci-dessous**).

En effet, le fonds Partners Group Life II est considéré comme non transparent, car son rapport annuel n'est pas encore disponible en raison de son lancement effectif en 2024.

| Fournisseur | Nom du produit | ISIN | 2024 | | 2023 | |
|--|--------------------------|------|-------------------------|-----------------|-------------------------|-----------------|
| | | | Valeur de marché en CHF | En % de l'actif | Valeur de marché en CHF | En % de l'actif |
| <i>Private equity</i> | | | | | | |
| Partners Group | PG Life II (EUR) S.C.A | — | 6'068'763.75 | 0.11% | 0.00 | 0.00% |
| Partners Group | PG Direct Equity V (EUR) | — | 0.00 | 0.00% | 4'291'814.03 | 0.08% |
| TOTAL DES PLACEMENTS NON TRANSPARENTS | | | 6'068'763.75 | 0.11% | 4'291'814.03 | 0.08% |

6.11 EXPLICATIONS RELATIVES AUX PLACEMENTS CHEZ L'EMPLOYEUR

Le montant des immeubles occupés de manière prépondérante par un employeur s'élève à CHF 24'526'591 (CHF 38'754'198 un an auparavant). Les loyers pratiqués pour les employeurs affiliés sont conformes à ceux du marché.

Compte tenu de la garantie des collectivités publiques, les dispositions particulières de l'OPP2 en matière de placements auprès de l'employeur sont satisfaites.

Le **tableau ci-dessous** présente en détail le montant des placements chez l'employeur.

L'évolution des *Débiteurs employeurs cotisations* s'explique par une différence temporelle dans le paiement des cotisations en fin d'année (la dernière cotisation de décembre 2024 a été soldée en mars 2025).

6.12 EXPLICATIONS DE LA RÉSERVE DE COTISATIONS D'EMPLOYEURS

Néant.

| | 2024 | En % de l'actif | 2023 | Évolution |
|---|----------------------|--------------------|----------------------|---------------------|
| Prêts recapitalisation (apport à la RFV 2014) | 6'692'299.00 | 0.12 | 7'162'205.90 | -469'906.90 |
| Prêts contrib. unique d'assainissement 2019 | 920'252.00 | 0.02 | 986'012.00 | -65'760.00 |
| Prêt changement de plan d'assurance 2019 | 2'054'890.00 | 0.04 | 2'205'050.00 | -150'160.00 |
| Prêts hypothécaires aux employeurs | 8'904'452.04 | 0.16 | 4'675'438.29 | 4'229'013.75 |
| Débiteurs employeurs cotisations | 19'066'278.05 | 0.34 | 19'399'569.45 | -333'291.40 |
| Autres créances (employeur(s)) | 978'386.80 | 0.02 | 281'971.30 | 696'415.50 |
| TOTAL DES PLACEMENTS CHEZ L'EMPLOYEUR | 38'616'557.89 | 0.68 | 34'710'246.94 | 3'906'310.95 |
| Immeubles occupés de manière prépondérante par un employeur | 24'526'591.00 | 0.43 | 38'754'198.00 | -14'227'607.00 |

7. EXPLICATIONS RELATIVES À D'AUTRES POSTES DU BILAN ET DU COMPTE D'EXPLOITATION

7.1 DÉBITEURS

Les *Débiteurs prêts* (hypothécaires et à terme) s'explique en particulier par la reprise de deux prêts hypothécaires (CHF 920'000), valeur au 03.01.2025 (et régularisés à cette date), ainsi que, pour le solde, des montants (intérêts et amortissements) facturés en 2024 mais non encaissés.

La demande de récupération de l'impôt anticipé sur titres est effectuée par le Global custodian (Credit Suisse).

Dans le poste *Autres débiteurs assurance*, le montant comprend essentiellement des prestations de libre passage à recevoir en retour par des institutions de prévoyance pour permettre à la CPCN de prester dans des cas d'invalidité.

L'évolution du poste *Débiteurs gérances immeubles* relève d'une présentation différenciée, dès 2024 et par transparence, pour distinguer les loyers à encaisser (CHF 281'000 au 31.12.2024, régularisés depuis).

| | 31.12.2024 | 31.12.2023 | Évolution |
|------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| Débiteurs prêts | 1'076'045.70 | 87'708.30 | 988'337.40 |
| Impôt anticipé à récupérer | 3'910'827.97 | 3'628'726.18 | 282'101.79 |
| Autres débiteurs assurance | 189'548.50 | 386'023.95 | -196'475.45 |
| Débiteurs gérances immeubles | 327'094.26 | 27'659.10 | 299'435.16 |
| TOTAL DES DÉBITEURS | 5'503'516.43 | 4'130'117.53 | 1'373'398.90 |

7.2 COMPTE DE RÉGULARISATION ACTIF

Le poste *Actifs transitoires immeubles* est composé principalement des montants à recevoir des assurances en lien avec les bâtiments dans le cadre des sinistres liés à la tempête de juillet 2023. Le poste *Actifs transitoires titres* représente les intérêts courus sur titres au 31.12.2024. Finalement, le poste *Autres actifs transitoires* est constitué de diverses charges liées à l'exercice 2025 et payées en 2024.

| | 31.12.2024 | 31.12.2023 | Évolution |
|--------------------------------------|---------------------|-------------------|-------------------|
| Actifs transitoires immeubles | 842'581.53 | 94'752.00 | 747'829.53 |
| Actifs transitoires prêts | 40.15 | 3'228.20 | -3'188.05 |
| Actifs transitoires titres | 275'103.34 | 249'493.33 | 25'610.01 |
| Autres actifs transitoires | 171'065.40 | 173'714.75 | -2'649.35 |
| TOTAL RÉGULARISATION D'ACTIFS | 1'288'790.42 | 521'188.28 | 767'602.14 |

7.3 DETTES

Le poste de *Prestations de libre passage* comprend essentiellement des montants de PLP à payer. Le poste *Autres dettes assurance* se compose quant à lui de capitaux retraite, de la prime au Fonds de garantie 2024 et de factures fournisseurs concernant l'exercice 2024. Finalement, les *Autres dettes immeubles* comprennent principalement des loyers encaissés d'avance et des décomptes de chauffage, ainsi que des factures fournisseurs concernant l'exercice 2024.

| | 31.12.2024 | 31.12.2023 | Évolution |
|--|----------------------|----------------------|---------------------|
| Prestations de libre passage et rentes | 37'281'633.02 | 29'155'005.76 | 8'126'627.26 |
| Autres dettes assurance | 5'601'744.55 | 5'387'943.85 | 213'800.70 |
| Autres dettes immeubles | 6'107'720.53 | 6'463'993.20 | -356'272.67 |
| TOTAL DES DETTES | 48'991'098.10 | 41'006'942.81 | 7'984'155.29 |

7.4 COMPTE DE RÉGULARISATION PASSIF

Le poste *Passifs transitoires assurance* comprend les provisions d'honoraires 2024. Les *Passifs transitoires immeubles* sont composés des factures finales liées au bouclage de comptes de chantiers à fin 2024. Le poste *Passifs transitoires titres* contient les frais de gestion du 4^{ème} trimestre 2024 payés courant janvier 2025. Finalement, les *Autres passifs transitoires* concernent quelques factures liées à l'exercice 2024 et honorées au début 2025.

| | 31.12.2024 | 31.12.2023 | Évolution |
|--|-------------------|-------------------|--------------------|
| Passifs transitoires assurance | 74'884.00 | 71'137.00 | 3'747.00 |
| Passifs transitoires immeubles | 212'657.20 | 307'468.95 | -94'811.75 |
| Passifs transitoires prêts | 0.00 | 347.75 | -347.75 |
| Passifs transitoires titres | 9'577.20 | 18'015.94 | -8'438.74 |
| Autres passifs transitoires | 35'374.25 | 251'656.90 | -216'282.65 |
| TOTAL RÉGULARISATION DE PASSIFS | 332'492.65 | 648'626.54 | -316'133.89 |

7.5 APPORTS PROVENANT DE COTISATIONS ET PRESTATIONS D'ENTRÉES

Le poste *Financement retraites employeurs* varie d'une année à l'autre. Il dépend de la contribution financière des employeurs pour la retraite anticipée selon leurs politiques internes.

Les postes *Primes uniques et rachats*, *Apports de libre passage* et *Remboursements divorce* et *EPL* fluctuent également d'une année à l'autre au gré de l'évolution de la situation personnelle des assurés.

Les postes *Contributions provisions ex-CPC* et *Contributions provisions ex-FPMSP* représentent le coût des rentes compensatoires de retraite pour les assurés actifs, prises en charge par les provisions, conformément aux dispositions réglementaires.

| | 2024 | 2023 | Évolution |
|--|-----------------------|-----------------------|----------------------|
| Cotisations des salariés | 132'086'051.40 | 127'208'796.90 | 4'877'254.50 |
| Cotisations des employeurs | 192'380'040.50 | 185'295'414.90 | 7'084'625.60 |
| Total des cotisations | 324'466'091.90 | 312'504'211.80 | 11'961'880.10 |
| Indemnité de sortie (capitalisation partielle) | 731'686.00 | 0.00 | 731'686.00 |
| Subsides du fonds de garantie | 211'852.75 | 237'800.10 | -25'947.35 |
| Financement retraites employeurs* | 1'080'729.15 | 965'179.20 | 115'549.95 |
| Primes uniques et rachats | 9'854'962.75 | 9'814'674.10 | 40'288.65 |
| Contributions provisions ex-CPC | 394'677.00 | 465'441.00 | -70'764.00 |
| Contributions provisions ex-FPMSP | 187'455.00 | 244'267.00 | -56'812.00 |
| Apports de libre passage | 71'823'610.79 | 73'268'337.02 | -1'444'726.23 |
| Remboursements divorce | 680'983.75 | 644'536.40 | 36'447.35 |
| Remboursements EPL | 3'649'240.51 | 2'968'669.00 | 680'571.51 |
| Total des apports/prestations d'entrées | 88'615'197.70 | 88'608'903.82 | 6'293.88 |
| TOTAL DES APPORTS PROVENANT DE COTISATIONS ET PRESTATIONS D'ENTRÉES | 413'081'289.60 | 401'113'115.62 | 11'968'173.98 |

* En particulier, la prise en charge de pont-AVS par certains employeurs.

Le détail des cotisations 2024 se présente comme suit :

| | Assurés | Employeurs | Total |
|---|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| Cotisations plan ordinaire* | 123'183'591.45 | 181'032'573.30 | 304'216'164.75 |
| Cotisations dispositions particulières PPP* | 8'260'422.15 | 10'776'872.00 | 19'037'294.15 |
| Cotisations plan complémentaire médecins | 526'046.10 | 526'046.10 | 1'052'092.20 |
| Cotisations des assurés risques et en congé | 93'225.10 | 7'717.50 | 100'942.60 |
| Rappels de cotisations** | 22'766.60 | 36'831.60 | 59'598.20 |
| TOTAL DES COTISATIONS | 132'086'051.40 | 192'380'040.50 | 324'466'091.90 |

* Les taux de cotisations sont indiqués au **chiffre 3.2.**

** Corrections rétroactives de salaires.

7.6 DÉPENSES RELATIVES AUX PRESTATIONS ET VERSEMENTS ANTICIPÉS

Le poste *Autres recettes d'assurance* se compose essentiellement de prestations de libre passage reçues en retour suite à une invalidité reconnue par la Caisse.

| | 2024 | 2023 | Évolution |
|---------------------------------|-----------------------|-----------------------|---------------------|
| Rentes de vieillesse | 216'031'358.25 | 211'988'257.75 | 4'043'100.50 |
| Rentes pont-AVS temporaire* | 7'505'367.80 | 7'825'058.60 | -319'690.80 |
| Rentes de conjoints survivants | 36'062'645.55 | 35'458'311.50 | 604'334.05 |
| Rentes d'invalidité | 9'477'939.60 | 9'816'481.60 | -338'542.00 |
| Rentes d'enfants de retraité | 581'694.35 | 560'702.45 | 20'991.90 |
| Rentes d'enfants d'invalidité | 563'995.40 | 621'416.45 | -57'421.05 |
| Rentes d'orphelins | 477'775.25 | 456'691.05 | 21'084.20 |
| Total des rentes versées | 270'700'776.20 | 266'726'919.40 | 3'973'856.80 |

| | | | |
|--|-----------------------|-----------------------|----------------------|
| Prestations de libre passage (sorties) | 112'369'923.42 | 108'021'029.95 | 4'348'893.47 |
| Versements anticipés en cas d'EPL | 16'703'086.25 | 15'313'382.05 | 1'389'704.20 |
| Versements anticipés en cas de Divorce | 3'535'420.12 | 3'698'317.90 | -162'897.78 |
| Capitaux à la retraite | 30'125'539.60 | 21'828'332.10 | 8'297'207.50 |
| Capitaux en cas de décès et à l'invalidité | 101'188.20 | 109'983.80 | -8'795.60 |
| Autres charges d'assurance* | 199'057.38 | 346'068.56 | -147'011.18 |
| Autres recettes d'assurance* | -65'398.26 | -68'382.66 | 2'984.40 |
| Total des autres prestations | 162'968'816.71 | 149'248'731.70 | 13'720'085.01 |
| TOTAL DES DÉPENSES RELATIVES AUX PRESTATIONS ET VERSEMENT ANTICIPÉS | 433'669'592.91 | 415'975'651.10 | 17'693'941.81 |

* Le total de ces rubriques correspond au poste *Autres prestations réglementaires* mentionné dans le compte d'exploitation pour un montant de CHF 7'639'027 (2023 : CHF 8'102'744).

7.7 FRAIS ADMINISTRATIFS

Le détail des frais administratifs par secteur est le suivant :

| | 2024 | 2023 | Évolution |
|---------------------------------------|---------------------|---------------------|-------------------|
| Frais d'administration de la fortune | 2'310'763.59 | 2'093'094.56 | 217'669.03 |
| Frais d'administration (hors fortune) | 2'460'039.03 | 2'527'930.13 | -67'891.10 |
| TOTAL DES FRAIS ADMINISTRATIFS | 4'770'802.62 | 4'621'024.69 | 149'777.93 |

| Détail des frais administratifs | Fortune | Administration | Gérance | Total |
|--|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| Charges de personnel | 1'673'573.40 | 2'038'640.10 | 1'518'298.85 | 5'230'512.35 |
| Impression, envoi, papier | 33'805.55 | 61'899.14 | 26'186.88 | 121'891.57 |
| Locaux | 117'030.30 | 142'974.75 | 103'008.45 | 363'013.50 |
| Fonctionnement des organes | 68'637.45 | 77'676.15 | 51'892.75 | 198'206.35 |
| Informatique | 146'589.40 | 169'781.35 | 208'130.20 | 524'500.95 |
| Organe de révision | 28'800.00 | 35'107.00 | 26'100.00 | 90'007.00 |
| Autorité de surveillance | 8'704.05 | 10'608.05 | 7'888.05 | 27'200.15 |
| Expert en prévoyance professionnelle | 7'195.15 | 27'144.95 | 6'520.60 | 40'860.70 |
| Frais des consultants | 246'968.75 | 16'002.15 | 7'001.10 | 269'972.00 |
| Frais divers | 1'141.03 | 380.80 | 20'800.85 | 22'322.68 |
| TVA et redevance TV | 22'406.47 | 8'932.68 | 0.00 | 31'339.15 |
| Coûts investissement | 17'055.30 | 12'370.10 | 16'798.85 | 46'224.25 |
| Recettes diverses | -61'143.26 | -141'478.19 | -279'731.30 | -482'352.75 |
| TOTAL DES FRAIS ADMINISTRATIFS (Y COMPRIS GÉRANCE CPCN) | 2'310'763.59 | 2'460'039.03 | 1'712'895.28 | 6'483'697.90 |
| Pris en charge dans les comptes d'exploitation des immeubles | | | -1'712'895.28 | -1'712'895.28 |
| TOTAL DES FRAIS ADMINISTRATIFS | 2'310'763.59 | 2'460'039.03 | 0.00 | 4'770'802.62 |

Les coûts de fonctionnement de Gérance CPCN sont attribués aux comptes d'exploitation des immeubles, de la même manière que pour les gérances externes mandatées par la Caisse. Les frais administratifs de la gérance sont inclus dans les frais de gestion de l'immobilier direct tels que mentionnés au **chiffre 6.9**. Les *Recettes diverses* comprennent les encaissements liés aux frais facturés aux assurés dans le cadre de retraits pour l'accès à la propriété et pour des prêts hypothécaires, ainsi que la redistribution de la taxe CO2. Le poste *Fonctionnement des organes* comprend les indemnités des membres des organes de la Caisse au sens des articles 33 à 35 du Règlement d'organisation (ROrg).

8. DEMANDES DE L'AUTORITÉ DE SURVEILLANCE

L'As-So est informée régulièrement des dossiers importants ou de modifications réglementaires. Pour l'exercice 2024, les adaptations réglementaires concernent à la fois le Règlement d'organisation, et l'ajustement des indemnités des organes en adéquation avec les résultats d'une étude de marché réalisée par une caisse de pensions publique, ainsi que le Règlement d'assurance et le Règlement sur le plan complémentaire pour les médecins-cadres, avec des précisions sur le droit à la rente de retraite, plus particulièrement au sujet du report et de la portée de l'accord de l'employeur (selon les clarifications apportées par l'autorité compétente et l'OFAS concernant l'interprétation de l'art. 13b, al. 2, LPP).

9. AUTRES INFORMATIONS RELATIVES À LA SITUATION FINANCIÈRE

9.1 DÉCOUVERT / EXPLICATION DES MESURES PRISES (ART. 44 OPP2)

La Caisse applique le système de la capitalisation partielle et les informations y relatives sont présentées au **chiffre 5.9**.

9.2 MISE EN GAGE D'ACTIFS

Néant.

9.3 RENONCIATION À L'UTILISATION PAR L'EMPLOYEUR DE LA RÉSERVE DE COTISATIONS DE L'EMPLOYEUR

Néant.

9.4 LIQUIDATIONS PARTIELLES

Néant.

9.5 SEPARATE ACCOUNTS

Néant.

9.6 RESPONSABILITÉ SOLIDAIRE ET CAUTIONNEMENTS

Néant.

9.7 RÉTROCESSIONS

Conformément à la transparence voulue, la Caisse veille à ce que toutes les rétrocessions lui soient signalées et que l'intégralité de ces montants lui soit restituée, y compris les commissions d'état³ et les indemnités liées aux activités de distribution. La Caisse privilégie des tarifs nets pour les anciens et nouveaux contrats.

En 2024, le montant des rétrocessions reçues s'élève à CHF 1'007'480.86 (2023 : CHF 566'559.78), dont CHF 994'935.13 correspondent à des rabais sur les honoraires de gestion du *private equity*. Le solde représente les montants redistribués dans le cadre des nouvelles émissions de fonds immobiliers.

9.8 PROCÉDURES JURIDIQUES EN COURS

À fin 2024, la Caisse compte une procédure en cours dans le secteur de la gestion de fortune contre un mandataire architecte tiers concernant différents dommages relatifs à un immeuble, indemnisations et pertes locatives. L'autorisation de procéder a été délivrée au 14.05.2024.

9.9 OPÉRATIONS PARTICULIÈRES ET TRANSACTIONS SUR LA FORTUNE

Néant.

10. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DU BILAN

Néant.

³ Terme utilisé dans les fonds de placement pour désigner les indemnités de distribution de la part des promoteurs de produits.

11. DOCUMENTS ANNEXES

ATTESTATION DE L'EXPERT



EXPERTISE ACTUARIELLE AU 31 DÉCEMBRE 2024

Caisse de pensions de la fonction publique du canton de Neuchâtel
(CPCN)

Les développements effectués dans le présent rapport nous autorisent à attester que :

- Les dispositions réglementaires de nature actuarielle et relatives aux prestations et au financement sont conformes aux prescriptions légales à la date de l'expertise.
- Avec un degré de couverture légal de 81.8 %, un taux de couverture de 69.9 % et un taux de couverture des actifs de 37.5 %, la Caisse respecte, à la date de l'expertise, les DF IPDP et le plan de financement mis à jour en août 2022 dans le cadre de la vérification du respect du plan de financement.
- Les bases techniques appliquées par la Caisse sont jugées comme étant adéquates à la date de l'expertise. Les caractéristiques de la Caisse nous permettent de recommander de maintenir le taux d'intérêt technique à 1.75 %.
- Les provisions techniques constituées à fin 2024 sont conformes aux exigences réglementaires. Les mesures prises pour couvrir les risques actuariels sont suffisantes. Le niveau cible de la réserve de fluctuation de valeurs est jugé comme étant approprié.
- L'équilibre financier à long terme de la Caisse est assuré compte tenu des hypothèses retenues, du financement actuel et du plan de prévoyance en vigueur.
- Nous formulons une réserve par rapport au fait que la présente expertise a été réalisée sur la base des comptes annuels provisoires. Cette expertise actuarielle devra être contrôlée et, le cas échéant, corrigée une fois que les comptes annuels révisés seront disponibles.

STÉPHANE RIESEN
Directeur général
Expert agréé LPP

SÉBASTIEN VIQUERAT
Fondé de pouvoir
Expert agréé LPP

Lausanne, le 24 avril 2025

RAPPORT DE L'ORGANE DE RÉVISION

BfB Audit SA
Avenue des Baumettes 23
Case postale 183
CH-1020 Renens VD 1

Téléphone +41 (0)21 641 46 46
Téléfax +41 (0)21 641 46 40
E-mail : contact@bfvvd.ch

Rapport de l'organe de révision au Conseil d'administration de la
Caisse de pensions de la fonction publique du canton de Neuchâtel
La Chaux-de-Fonds



Opinion d'audit

Nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Caisse de pensions de la fonction publique du canton de Neuchâtel (institution de prévoyance) comprenant le bilan au 31 décembre 2024, le compte d'exploitation pour l'exercice arrêté à cette date ainsi que l'annexe (reproduits aux pages 18 à 54 du rapport de gestion), y compris un résumé des principales méthodes comptables.

Selon notre appréciation, les comptes annuels ci-joints sont conformes à la loi suisse, à l'acte de fondation et aux règlements.

Fondement de l'opinion d'audit

Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes suisses d'audit des états financiers (NA-CH). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces dispositions et ces normes sont plus amplement décrites dans la section «Responsabilités de l'organe de révision relatives à l'audit des comptes annuels» de notre rapport. Nous sommes indépendants de l'institution de prévoyance, conformément aux dispositions légales suisses et aux exigences de la profession, et avons satisfait aux autres obligations éthiques professionnelles qui nous incombent dans le respect de ces exigences.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe au Conseil d'administration. Les autres informations comprennent les informations présentées dans le rapport de gestion, à l'exception des comptes annuels et de notre rapport correspondant.

Notre opinion sur les comptes annuels ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimerons aucune conclusion d'audit sous quelque forme que ce soit sur ces informations.

Dans le cadre de notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier si elles présentent des incohérences significatives par rapport aux comptes annuels ou aux connaissances que nous avons acquises au cours de notre audit ou si elles semblent, par ailleurs, comporter des anomalies significatives.

Si, sur la base des travaux que nous avons effectués, nous arrivons à la conclusion que les autres informations présentent une anomalie significative, nous sommes tenus de le déclarer. Nous n'avons aucune remarque à formuler à cet égard.

Responsabilités du Conseil d'administration relatives aux comptes annuels

Le Conseil d'administration est responsable de l'établissement des comptes annuels conformément aux dispositions légales, à l'acte de fondation et aux règlements. Il est en outre responsable des contrôles internes qu'il juge nécessaires pour permettre l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Responsabilités de l'expert en matière de prévoyance professionnelle relatives à l'audit des comptes annuels

Le Conseil d'administration désigne pour la vérification un organe de révision et un expert en matière de prévoyance professionnelle. Celui-ci est responsable de l'évaluation des provisions nécessaires à la couverture des risques actuariels, constituées de capitaux de prévoyance et de provisions techniques. L'organe de révision n'a pas pour tâche de vérifier l'évaluation des capitaux de prévoyance et des provisions techniques conformément à l'art. 52c, al. 1, let. a, LPP. Par ailleurs, l'expert en matière de prévoyance professionnelle examine périodiquement, conformément à l'art. 52e, al. 1, LPP, si l'institution de prévoyance offre la garantie qu'elle peut remplir ses engagements et si les dispositions réglementaires de nature actuarielle relatives aux prestations et au financement sont conformes aux dispositions légales.

Responsabilités de l'organe de révision relatives à l'audit des comptes annuels

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de délivrer un rapport contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, mais ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément à la loi suisse et aux NA-CH permettra toujours de détecter une anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit conforme à la loi suisse et aux Normes suisses d'audit des états financiers (NA-CH), nous exerçons notre jugement professionnel tout au long de l'audit et faisons preuve d'esprit critique. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant de fraudes est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, des omissions volontaires, de fausses déclarations ou le contournement de contrôles internes ;
- nous acquérons une compréhension du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'institution de prévoyance ;
- nous évaluons le caractère approprié des méthodes comptables appliquées et le caractère raisonnable des estimations comptables ainsi que des informations y afférentes, à l'exception des capitaux de prévoyance et provisions techniques évalués par l'expert en prévoyance professionnelle.

Nous communiquons à l'organe suprême ou à sa commission compétente notamment nos constatations d'audit importantes, y compris toute déficience majeure dans le contrôle interne relevée au cours de notre audit.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Le Conseil d'administration répond de l'exécution de ses tâches légales et de la mise en œuvre des dispositions statutaires et réglementaires en matière d'organisation, de gestion et de placements. Nous avons procédé aux vérifications prescrites à l'art. 52c, al. 1, LPP et à l'art. 35 OPP 2.

Nous avons vérifié si :

- l'organisation et la gestion étaient conformes aux dispositions légales et réglementaires, et s'il existait un contrôle interne adapté à la taille et à la complexité de l'institution ;
- les placements étaient conformes aux dispositions légales et réglementaires ;
- les comptes de vieillesse LPP étaient conformes aux dispositions légales;
- les mesures destinées à garantir la loyauté dans l'administration de la fortune avaient été prises et si le respect du devoir de loyauté ainsi que la déclaration de liens d'intérêt étaient suffisamment contrôlés par l'organe suprême ;
- les indications et informations exigées par la loi avaient été communiquées à l'autorité de surveillance ;
- les actes juridiques passés avec des personnes proches qui nous ont été annoncés garantissaient les intérêts de l'institution de prévoyance.

Nous attestons que les dispositions légales, statutaires et réglementaires applicables en l'espèce ont été respectées.

Les comptes annuels présentent un excédent de passif de CHF 1 245.1 millions et un degré de couverture de 81.8 % calculé selon l'article 44 alinéa 1 OPP2. Ce taux est supérieur au taux de couverture initial de 50.7 % et au taux de 69.9 % au 1^{er} janvier 2025, tel que défini dans le chemin de recapitalisation approuvé par l'Autorité de surveillance.

Nous recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

Renens, le 22 mai 2025

BfB Audit SA



Guy Chervet
Expert-réviser agréé
Réviser responsable



Grégory Unterfinger

//////
IMPRESSUM

Direction de projet

Caisse de pensions canton de Neuchâtel

Conception et réalisation graphique

Talk to me Sàrl

©Caisse de pensions canton de Neuchâtel 2025

Rue du Pont 23
2300 La Chaux-de-Fonds

032 886 48 00
info@cpcn.ch